

La tentation insurrectionniste

J. Wajnsztejn et C. Gzavier.

2012

Table des matières

L'INSURRECTIONNALISME : NOSTALGIE DE L'INSURRECTION OU NÉCESSITÉ DE NOTRE TEMPS ?	3
Pourquoi l'insurrection ?	3
Que recouvre le terme d'insurrectionnalisme ?	3
La tentation insurrectionniste	5
AUX ORIGINES THÉORIQUES	9
Les Fossoyeurs du Vieux monde	9
Os Cangaceiros	10
La Bibliothèque des émeutes (1990-1995)	12
Tiqun : De présupposés théoriques éclectiques à une nouvelle forme de programme	13
L'Appel (2003)	16
L'Insurrection qui vient	18
LES LIMITES THÉORIQUES DE L'INSURRECTIONNALISME	19
Une analyse insuffisante des transformations de l'État	19
De la théorie à la pratique : les mésaventures de l'activisme	22
LIMITES PRATIQUES ET ORGANISATIONNELLES DE L'INSURRECTIONNALISME	24
L'apologie immédiatiste de la violence remplace le sujet révolutionnaire	24
La violence exprime-t-elle encore un langage politique ?	28
La fonction quasi démiurgique de l'émeute	28
La plèbe comme sujet révolutionnaire dans l'émeute	32
L'AFFIRMATION D'UN SAVOIR-ÊTRE RÉVOLUTIONNAIRE	35
L'entre soi d'une subjectivité qui se croit libre	35
Un volontarisme politique et éthique censé produire un état d'insoumission permanente	35
EN GUISE DE CONCLUSION PROVISoire	38

L'INSURRECTIONNALISME : NOSTALGIE DE L'INSURRECTION OU NÉCESSITÉ DE NOTRE TEMPS ?

Pourquoi l'insurrection ?

Tout d'abord, il nous faut dire deux mots sur ce qui nous a conduit à nous « frotter » à cette question. Le retour du terme d'insurrection nous a paru significatif, du moins si l'on pense que la critique a un rapport avec son temps. Si le terme a une longue histoire au sein du mouvement révolutionnaire, son emploi était devenu rare si l'on excepte la période des années 1970 en Italie et tout particulièrement le « mouvement de 1977 ». Des groupes continuent à s'en réclamer dans les années 1980-1990, mais c'est surtout depuis une dizaine d'années qu'il apparaît publiquement, à travers des écrits (*L'insurrection qui vient*), des pratiques (lutte anti-G8, luttes dans le Val de Suse) et même des mises en scène politico-médiatique comme celle menée contre les « sept de Tarnac ».

Son nouvel impact semble lié aux impasses de la perspective révolutionnaire traditionnelle, qu'elle soit de type anarchiste ou communiste. Les thèmes du « Grand soir », de la « prise du palais d'hiver » et même de la « grève générale insurrectionnelle » ont du plomb dans l'aile.

Or l'insurrection sans majuscule et l'idée d'insurrections multiples relancent la discussion autour des rapports entre révolution et alternative et éventuellement, la question des alternatives à la révolution. L'insurrection peut ainsi être mise à toutes les sauces, de la plus modérée avec « l'insurrection des consciences » en provenance de *l'Appel des appels* qui se réclame du programme du CNR de la Libération, à la plus « limitée » avec un récent appel à une « insurrection démocratique contre le discours dominant sur la dette publique¹ ». Mais ce discours irrigue aussi les luttes récentes depuis les insurrections surprises d'Égypte, de Tunisie et de Syrie ou du Yémen jusqu'aux luttes des « indignés » espagnols et des *Occupy Wall Street* américains.

C'est donc aussi sur le terrain des luttes que nous avons eu l'occasion de rencontrer nombre de protagonistes de ces dernières qui se réfèrent peu ou prou à la notion d'insurrection comme si le terme était devenu synonyme de résistance par le bas, de pratiques politiques cherchant à échapper aux formes traditionnelles de l'activité politique².

Néanmoins, dans ces pages, nous nous consacrerons de façon préférentielle à l'analyse de courants qui ne conçoivent pas l'insurrection autrement que dans sa perspective révolutionnaire antiétatique et anticapitaliste. Nous espérons cette confrontation, certes critique, fructueuse, car nous nous sommes aperçus des capacités d'ouverture et de discussion qui les animait quand ils ne cédaient pas à des tendances sectaires.

Que recouvre le terme d'insurrectionnalisme ?

Il n'est pas évident de saisir l'ensemble des thèses et agissements qui se sont cristallisés à partir de la revue *Tiqun*³ et ensuite autour du livre *L'insurrection qui vient*⁴ parce que leur champ est suffisamment vaste pour que se dégagent des tendances diversifiées à partir d'un éclectisme théorique constitutif, si ce n'est clairement revendiqué. Toutefois, on a affaire à suffisamment de références communes pour pouvoir parler de la constitution d'un courant politique, même si celui-ci n'est pas repérable à partir de l'existence d'une ou plusieurs organisations formelles puisqu'il se déploie justement et volontairement par des regroupements informels. C'est pourquoi nous avons adopté le parti pris d'englober l'ensemble de ce courant, malgré ses différences, sous le

terme d'insurrectionnaliste même si certains de ses protagonistes, comme en Italie, semblent préférer celui d'insurrectionniste. Un autre fait nous a poussé à adopter cette terminologie, c'est qu'à partir de la médiatisation de *L'insurrection qui vient*, s'est développée progressivement en France, avec le succès relatif qui s'ensuivit, une idéologie de l'insurrection, bref un « insurrectionnalisme ».

Nous ne confondons donc pas « l'insurrection qui vient » avec « l'anarcho-autonomie qui vient », comme le répandent les commentateurs médiatiques qui ont repris en chœur et à plusieurs occasions la désignation policière « d'anarcho-autonomes ». En effet, l'usage de ce dernier terme n'est que la résultante de l'ignorance théorique et politique du pouvoir, de la police et des médias, une ignorance qui s'était déjà affichée auparavant avec un emploi inconsidéré de la notion « d'ultra-gauche » pour tout ce qui se développerait en dehors du gauchisme trotskiste ou de l'anarcho-syndicalisme.

Pour qui se donne la peine de chercher, on trouve pourtant une définition claire de « l'insurrectionnisme » dans un texte italien de 1993 : « Nous considérons que la forme de lutte la plus adaptée à l'état du conflit de classe actuel dans pratiquement toutes les situations est la forme insurrectionnelle, et c'est particulièrement le cas dans la zone méditerranéenne. Par pratique insurrectionnelle, nous entendons l'activité révolutionnaire qui entend prendre l'initiative dans la lutte et qui ne se limite pas à attendre ou à définir des réponses défensives aux attaques par les structures du pouvoir. Les insurrectionnistes ne soutiennent pas les pratiques quantitatives typiques qui consistent à attendre, par exemple, des projets numériquement significatifs avant d'intervenir dans les luttes et qui durant cette période d'attente se limitent au prosélytisme et à la propagande ou à une contre-information stérile, car elle ne sert à rien.⁵ »

D'autres, tels les syndicalistes étudiants, certains gauchistes ou même des anarchistes, veulent mettre un nom sur ce qui restait, jusqu'à la parution de Pie et les arrestations de Tarmac, un ensemble d'actions assez disparates. Quand les médias demandent, par exemple au syndicat SUD et au nouveau Parti anticapitaliste (NPA), ce qu'ils pensent de ce genre d'actions, cela semble quelque peu les troubler. En le qualifiant « d'ultra-gauche », ils le renvoient dans un no *man's land* du discours politique et, en le qualifiant « d'autonome », ils peuvent à dessein le discréditer en utilisant péjorativement l'abréviation de « toto » alors que, objectivement, cette qualification « d'autonomes » exprime seulement une volonté de marquer ses distances envers les organisations officielles gauchistes et libertaires⁶. Toutefois, le terme reste vague, car l'autonomie historique⁷ a pris des formes variées comme, par exemple, celle de « l'autonomie ouvrière » dans l'Italie de la fin des années 1960 et du début des années 1970 qui vit les jeunes prolétaires du Sud refuser la discipline des grandes usines du Nord et déborder les revendications traditionnelles du mouvement ouvrier.

À l'évidence, il ne s'agit pas de cette autonomie-là dans le cas qui nous occupe actuellement puisqu'elle concernait le dernier moment historique de l'insubordination ouvrière, alors qu'aujourd'hui le fil rouge de l'histoire des luttes de classes semble rompu, ce dont les insurrectionnalistes prennent acte, explicitement ou le plus souvent implicitement. Mais s'agit-il alors de « l'autonomie diffuse » qui parcourt l'Italie des années 1974-1979 avec 1977 comme point d'orgue ? La référence concrète à 1977 est en tout cas présente, même s'il est difficile de savoir si elle est théorisée ou s'il s'agit d'une simple fascination pour la violence de l'époque ou encore d'une façon de se rattacher à une forme générale d'opposition de la part des jeunes prolétaires et étudiants précarisés. Le livre récent de Marcello Tari *Autonomie 1 Italie des années 1970* (éditions La Fabrique, 2011) essaie de faire un bilan de ce point de vue. Le livre est à lire, même s'il souffre d'une réécriture de l'histoire des années 1973-1977 à partir du prisme théorique de la revue *Tiqqun* et du livre *L'insurrection qui vient*. L'inconvénient premier est de traiter une époque maintenant historique avec des concepts d'aujourd'hui (contre-insurrection, plan de consistance, ligne de fuite, gouvernementalité, la plèbe, etc.), mais l'inconvénient majeur est que ça conduit aussi à privilégier certaines choses par rapport à d'autres sans l'explicitier alors que c'est la lecture insurrectionnaliste de l'événement qui dicte ce choix. Pour ne prendre qu'un exemple Tari surestime l'importance réelle dans les luttes d'un groupe comme *Potere Operaio* parce qu'il le juge d'essence insurrectionnaliste et il sous-estime l'influence du groupe *Lotta continua* parce qu'il restera plus ambigu sur la question des élections, le niveau de violence adéquat des actions et la lutte armée.

On notera cependant que, pour ce courant, le rattachement à l'Italie du mouvement de 1977 est plus fort que le rattachement au Mai 68 français ou au *biennio rosso* italien de 1968-1969 (le 1968 étudiant et « l'automne chaud »

ouvrier de 1969)⁸. Les insurrectionnalistes semblent faire leur la citation de Nanni Balestrini et Primo Moroni tirées de *L'Orda d'oro*⁹ : « 77 n'a pas été comme 68, 68 a été contestataire, 77 a été radicalement alternatif. Pour cette raison la version "officielle" présente 68 comme bon et 77 comme mauvais ; en fait, 68 a été récupéré alors que 77 a été anéanti. Pour cette raison, 77 ne pourra jamais, à la différence de 68, être un objet de célébration facile ». Cette citation va d'ailleurs être mise en exergue au début de « Ceci n'est pas un programme », même si l'interprétation qu'en fait *Tiqqun* est sujette à caution¹⁰. En fait, nous pensons que cette mouvance politique est en partie l'héritière de l'autonomie diffuse, bien qu'elle se situe dans une perspective qui n'est plus celle de la révolution, jugeant peut-être que le temps des révolutions est terminé. Elle rendrait compte ainsi de la nécessité de développer un nouveau type de mouvement en dehors des schémas historiques traditionnels. C'est d'ailleurs ce qui lui attire, entre autres choses, les foudres de différents groupes ou individus qui se réfèrent encore à des organisations formelles anarchistes ou libertaires. Nous y reviendrons.

Le livre précurseur semble être celui de Franco Berardi (Bifo) dont on retient au moins le titre comme slogan : « Le ciel est enfin tombé sur la terre¹¹ ». Il y est affirmé la primauté du terrain des micro-comportements et du désir du sujet sur le système politique et l'institution. Un sujet « qui se tient ailleurs » (p. 21), ce qui préfigure la sécession insurrectionnaliste. Un sujet qui se pose à la fois comme détermination historique (besoin et nécessité) et comme extranéité (possibilité de libération en acte). « Dans la fluidité du procès [...] le sujet est cette dureté qui sait prendre transversalement et recomposer ». (*ibid.*, p. 36)

Cette question de la transversalité se retrouvera dans la revue *Tiqqun* avec l'idée que « l'Empire » n'est pas l'ennemi, mais un milieu hostile, « une certaine configuration des hostilités » (*Tiqqun*, u, p. 252). Il ne nous fait donc pas face. Il nous traverse. « Il est un rythme qui s'impose, une manière de faire découler et s'écrouler la réalité.¹² » C'est un aspect qui sera repris par les insurrectionnalistes alternativistes, mais pas par les anarchistes insurrectionnistes, du moins ceux dans la lignée directe de la revue italienne *Anarchismo*, comme nous le verrons plus loin.

Mais cette tendance du mouvement de 1977 à exalter un « sujet » bute vite sur la difficulté qu'il y a à concevoir encore l'existence d'un sujet sans pouvoir lui donner une consistance ou un emplacement. Le sujet est alors seulement celui de la recomposition. Toutefois, il n'est plus pensé en termes opératoires de composition de classe (ouvrier-masse, puis ouvrier social), mais plutôt en terme de décomposition de la classe par ses strates marginales finalement au-delà de toute représentation. Le terme de « jeune prolétariat » fut néanmoins employé un temps (cf. « Bifo », *op. cit.*, p. 88) et il fut déclaré que « le marginal est au centre » (*ibid.*, p. 127). C'est d'ailleurs surtout à Bologne que tout le mouvement baigne autour d'une atmosphère *giovaniliste* « jeuniste » (en français)¹³.

En France, on trouve, à la même époque, une trace de ce type de réflexions dans le livre de Bob Nadoulek¹⁴ : *L'iceberg des autonomes* (éditions Kesselring, 1979), qui développe l'idée que tous les secteurs offensifs sont pour l'instant à la périphérie du système de reproduction... sans que ces marges ne représentent une masse significative de potentialité subversive. Tout juste ces marges peuvent-elles espérer prospérer dans le cadre d'un système devenu très aléatoire où la circulation des flux s'impose à l'accumulation productive. Nadoulek place son espoir dans des « identités nomades » qui doivent donner lieu à divers comportements de rupture et constituer des enclaves de lutte. Si nous devons caractériser cette stratégie, nous pourrions la qualifier de rupturiste, mais elle n'est pas insurrectionniste car les moyens de rupture envisagés sont très variés, y compris non violents comme ceux employés dans la « désobéissance civile ». En outre, elle consiste davantage en une somme de refus microscopiques, mais déstabilisateurs, qu'en un fantasme insurrectionnaliste renvoyant encore à la mythologie du Grand Soir.

La tentation insurrectionniste

Elle nous semble aujourd'hui à l'œuvre, au moins en France comme nous venons de le voir et en Italie où on retrouve un courant autour d'Alfredo.M. Bonanno, (« vieux » militant anarchiste sicilien) et des cercles informels qui publièrent en particulier le journal *Canenero*¹⁵. C'est bien parce qu'il y a des références partagées – comme *Os Cangaceiros*, divers textes de Bonanno, et des pratiques militantes convergentes à visée insurrectionnelle (mise en avant de pratiques illégalistes, références à l'émeute, centrage des luttes autour des symboles de la

répression et de la « société carcérale¹⁶ », etc. – que nous parlons de l'insurrectionnalisme comme d'un tout, même si c'est forcément réducteur¹⁷.

Nous le dénommons également ainsi pour le démarquer de ce que certains, comme le groupe *Théorie communiste*, ont appelé « le mouvement d'action directe (MAD) ». Un mouvement d'action directe qui peut être défini ainsi : « Pour notre part, les luttes se mènent à partir de soi, en tant qu'individus porteurs de désirs et en tant qu'être social porteur d'antagonismes de classe, sans rupture ni hiérarchie entre celles qui offrent l'occasion d'affrontements plus ponctuels, mais collectifs, sans privilégier ni exclure d'arme spécifique, en choisissant l'action directe – qui refuse toute médiation – et la quête de toujours plus de liberté comme moteur de l'action¹⁸ ».

Cette tendance annonce la réactivation de l'insurrectionnisme en refusant de voir le capital comme rapport social et donc en ne laissant aux dominés que le choix entre soumission et subversion. « Mondialisé depuis bien longtemps, le capital et l'État, qui l'accompagne nécessairement, nous écrasent chaque jour davantage et tendent non seulement à contrôler, mais aussi à supprimer toute vie sur Terre¹⁹ ». Il ne s'agit pas là de nostalgie quelconque sur un état antérieur mythique, mais bien de la question fondamentale de la vie, soit de la réappropriation de soi totale par chaque individu et de l'expression absolue de subjectivités qui ne prennent corps que dans l'échange. S'il est bien entendu que la libération individuelle effective de tous/toutes ne peut être que collective, il s'agit aussi dès à présent de s'attaquer au capitalisme et à l'État sans attendre que tout le monde s'y mette souhaitant, comme Vaneigem il y a trente ans, que « le primat de la vie sur la survie sera le mouvement historique qui défera l'histoire ». (p. 7)

*Théorie communiste*²⁰ fait assez justement remarquer que, dans cette perspective, c'est l'émeute qui devient un rapport social, car le capital a en quelque sorte déjà disparu en tant que matérialité il n'est plus qu'aliénation y compris d'un espace qu'il s'agit de libérer dans des « zones autonomes temporaires » comme s'y emploient les *Black Blocs*. On retrouve ici une seconde source de l'insurrectionnalisme, à savoir la tendance volontariste à l'autonomie par rapport à une société qui serait étrangère aux individus et où toute possibilité d'autonomie serait niée. Et c'est justement pour cela que les insurrectionnistes essaient constamment de construire cette autonomie. Mais le MAD reste sans explication sur les transformations du capitalisme et, finalement, sur sa pérennité. C'est l'activisme qui lui tient lieu de ligne de conduite, mâtinée d'un peu d'anti-mondialisme. Il raisonne encore souvent selon les termes de l'anti-impérialisme, de l'anti-américanisme. Ses ennemis sont l'OMC, le FM... l'État-nation au service des firmes multinationales. Pour le MAD, c'est comme si les restructurations du capital n'avaient pas eu lieu, comme si c'était seulement la marchandisation du monde qui s'était accentuée.

C'est donc très différent de ce que va proposer *Tiqqun* avec ses analyses de « l'Empire » et de la mise en réseau généralisée. Différent de ce que propose aussi L'IQV qui, si elle parle certes de violence directe, d'occupation, parle aussi de blocage des flux et, ce qui va de pair, de réappropriation des territoires et de regroupement en communes. C'est également différent d'autres tendances principalement axées sur la guérilla antifasciste et/ou anti-policière ou encore sur l'apologie de la violence pure.

Il semble y avoir un malentendu ou peut-être une divergence entre ces tendances : les premières plus intellectualistes tiennent compte des transformations du capital, en partie en utilisant de façon ouverte ou parfois honteuse les analyses néo-opéraïstes et négristes sur la prépondérance de la circulation sur la production, des flux sur les stocks ; les secondes, plus insurgées, ne retiennent que la position « guerre de partisans » de L'IQV. On trouve aussi des divergences entre ceux qui voient essentiellement « l'insurrectionnisme » comme l'un des moyens de lutte à préconiser dans telle ou telle période, dans telle ou telle situation, et ceux qui veulent en faire une politique et qui, par là, risquent de propager, même à leur corps défendant, une nouvelle idéologie, l'insurrectionnalisme.

Cela dit, les uns comme les autres paraissent sous-estimer la force d'un capital restructuré dans sa forme réticulaire.

L'IQV entrevoit, certes, l'importance de l'organisation en réseau, mais son analyse demeure sommaire et mise sur la multiplication des « lignes de fuite » (là encore Deleuze et Guattari) et la libération de territoires. Sans compter la reprise de « savoir-faire », comme l'une des composantes de la « réappropriation de l'autonomie », ce qui n'est guère étonnant lorsque l'on sait que la revue reprend à son compte nombre d'énoncés de *L'Encyclopédie des nuisances* en la matière, sans la citer d'ailleurs, ce qui explique son succès initial auprès d'individus engagés

précédemment dans les oppositions radicales aux biotechnologies. Dans l'optique de tout, cela doit favoriser la rupture à la fois envers des conditionnements oppressifs et envers « l'occupation militaro-policière ».

« Il n'y a pas de désertion individuelle à proprement parler. Chaque déserteur emporte avec lui un peu du moral des troupes. Par sa simple existence, il est la récusation en acte de l'ordre officiel ; et tous les rapports où il entre se trouvent contaminés par la radicalité de sa situation » (*Tiqqun, II* : « Thèses sur la communauté terrible », p. 109). La sécession remplace la révolution. C'est la critique de toute poursuite des fins au profit d'une expérimentation immédiate définie (en vertu de quoi ?) comme rupturiste.

Cela nous renvoie au programmatisme anarchiste qui, insérant la volonté dans le champ de l'histoire comme axe moteur, introduit forcément une dimension à la fois causaliste et moraliste dans l'analyse du processus de domination, même si les insurrectionnalistes rejettent *a priori* toute morale, contrairement aux anarchistes c'est « à cause de l'oppression de la marchandise que les gens souffrent, c'est la méchanceté et la cupidité des uns qui sont causes du malheur des autres, le désir est fondamentalement révolutionnaire et émancipateur²¹, mais il est perverti par la société manipulatrice, l'humain est dominé par son produit, etc.

Même si cette rhétorique est relativement inévitable dans un écrit de type pamphlet « révolutionnaire » comme ULE, et même si nous y succombons tous à un moment ou à un autre, l'ouvrage ne s'élève pas assez au-dessus de cette description victimisante et dualiste du « faux » social opposé au « vrai » social, du « contrôle » opposé à la liberté, du vrai « moi » face au « moi » en crise qu'on nous construit, de la « subjectivité étatisée » face à la vraie subjectivité, etc.

La première position sur les formes brutes de domination souffre d'une analyse peu approfondie de l'État dans sa forme réseau et, par suite, ses auteurs sont vite coincés par la logique du discours dominant sur la violence. Les flux médiatiques proposent une vision le plus souvent dichotomique ou manichéenne du monde et orientent les informations dans l'un des deux canaux forgés par le biais du citoyennisme mondialisé, le *bad* et le *good*, logique qui s'inspire de la vision binaire du monde – « on aime », « on n'aime pas » – des magazines *people* ou des réseaux sociaux comme *Facebook*. À ces deux canaux, on peut en ajouter un troisième à vocation temporaire : le ni *bad* ni *good*, sorte de lieu d'incubation qui permettra au doute de se dissiper et à l'événement d'être enfin classé. On trouvera un exemple de la rhétorique binaire (même si, dans ce cas, elle est à dominante négative) utilisée par les moyens d'information dans un article de Gilles Balbastre publié le 25 octobre dernier sur le site Acrimed : « Matin d'un jour de mobilisation sur RTL : les signes avant-coureurs de l'Apocalypse ?²² » On y incrimine les « casseurs », ceux qui portent atteinte aux biens, de même que ceux qui entravent d'une manière ou d'une autre la liberté de circulation des biens et personnes, le mouvement étant implicitement supposé consensuellement positif (*good*), contrairement à l'arrêt ou au ralentissement qui serait forcément et tout aussi consensuellement négatif (*bad*).

Appliqué à la violence urbaine, ce raisonnement explique pourquoi les citoyennistes peuvent admettre, à la rigueur, que des jeunes brûlent des voitures – monstres industriels polluants que l'on n'a pas trop de mal aujourd'hui à classer dans la catégorie du *bad* alors qu'en Mai 68, ils auraient été classés dans la catégorie du *good* – et s'indignent qu'ils attaquent une école ou un gymnase ou un local associatif (réalisations de l'État social, forcément rangées dans la catégorie du *good*). Or, on ne peut discuter et s'opposer à cette logique qu'en analysant la structure et l'action de l'État – réseau.

La seconde position sur la possibilité d'autres formes de socialité est elle-même ambiguë dans l'IQV. D'un côté, on y retrouve une idée contenue dans *l'Appel*²³ selon laquelle face au tout totalitaire de la domination, on ne peut mener une attaque frontale ni même trouver un angle d'attaque qui puisse échapper à ce tout. La seule possibilité serait alors celle de la « sécession » : « L'auto-organisation locale, en surimposant sa propre géographie à la cartographie étatique, la brouille, l'annule ; elle produit sa propre sécession » (p. 98). On a donc bien l'impression d'une rupture, mais le reste du texte laisse penser qu'on a plutôt affaire à des pratiques alternatives : « La question du territoire ne se pose pas pour nous comme pour l'État. Il ne s'agit pas de le tenir. Ce dont il s'agit, c'est de densifier localement les communes, les circulations et les solidarités à tel point que le territoire devienne illisible, opaque à toute autorité. Il n'est pas question d'occuper, mais d'être le territoire. »²⁴ (p. 97-98).

Suit une énumération de lieux pouvant être détournés de leur fonction officielle. On est ici très loin de l'insurrectionnisme de *l'Appel*. En fait, la reprise du terme de « commune » est peu claire, car elle n'est pas en référence historique précise, par exemple à la Commune de Paris. L'usage de la minuscule comme la liste des activités concernées indique que les auteurs n'en font que le cadre de quelque chose d'organisé en commun dans une sorte de proudhonisme qu'ils ne revendiquent d'ailleurs pas. Les communes seraient avant tout des bases d'expérimentation²⁵ de rencontres et de pratiques, base de liens sociaux de remplacement. En effet, la crise des institutions et de la reproduction des rapports sociaux capitalistes obligerait les individus à en créer de nouveau et, pourquoi pas donc, sous la forme de communes ! Mais en voulant les multiplier à l'infini (p. 90), l'IQV les aplatit sur le sens le plus courant, le « moins-disant » en quelque sorte. Toute maison occupée est une commune, les comités d'action de Mai 68 sont des communes, *Radio Alice* à Bologne en 1977 est une commune... l'épicerie de Tarnac est une commune

Nous verrons plus loin que cet aspect est encore plus marqué chez les épigones qu'au sein du modèle originel.

AUX ORIGINES THÉORIQUES

Pour expliciter et justifier notre interprétation de l'insurrectionnalisme, nous allons remonter à ses prémisses dans les années 1970 à partir d'une rapide analyse des positions et des actions du groupe des *Fossoyeurs du vieux monde* (FVM), et de *Os Cangaceiros* qui lui succède. Puis, nous examinerons en détail l'apport de *Tiqqun* avant d'analyser ses derniers développements ou avatars, aussi bien théoriques que pratiques. Cette remontée aux prémisses n'est pas à confondre avec un retour aux sources. Il ne nous importe pas tant de faire le tour des références revendiquées de ce courant (qui a d'ailleurs plutôt l'habitude de les cacher) que de mettre à jour des fils théoriques parfois disparates, mais dotés d'effets de corpus. Les nombreuses métaphores insurrectionnalistes en témoignent.

Les Fossoyeurs du Vieux monde

(par la suite FVM) est le nom d'un groupe-revue qui s'est constitué à partir de rencontres initiées au début des années 1970 à Nice. Elles sont suivies, à partir de 1976, par d'intenses échanges qui débordent de la localité niçoise et posent les bases de la future association. Le groupe aboutit à une critique sans complaisance de l'activisme gauchiste et du quotidiennisme comme idéologie de la privatisation de l'activité subversive (cf. p. 19 et 23 du numéro 2), mais au profit d'un centrage sur le « révolutionnaire » et un « savoir être révolutionnaire » qui recopie et reproduit les impasses du situationnisme.

À leurs débuts, les *Fossoyeurs* prennent pour devise le slogan de mai 68 « Ne travaillez jamais », à une époque où le plein emploi semble triompher. Le travail salarié se généralise et concerne 90 % de la population active. S'il prend déjà des formes très diversifiées (multiplication des petits boulots, développement du travail intérimaire), il n'est encore fait nulle part allusion à un quelconque processus de précarisation. Quand des opérations sont menées contre des agences intérimaires (bombages, cocktails Molotov) dès l'après-68, ce qui est attaqué c'est une forme particulière de l'exploitation patronale, mais elle n'est pas assimilée à un changement de la structure du marché du travail ou à une contre-offensive du patronat. On y entrevoit aussi une forme de « flexibilité prolétaire » qui perpétue sous d'autres formes le mouvement de refus du travail des années précédentes (absentéisme, grèves sauvages, turn over) ou celui de « l'autonomie ouvrière ».

À partir de là, les membres du groupe vont développer une réflexion originale, même si elle se situe dans la continuité de celle de l'internationale situationniste (is). En effet, elle est centrée sur la critique de la marchandise et de l'aliénation qu'elle engendre à travers une mise en spectacle produisant sans cesse de l'insatisfaction et des frustrations. Pour les FVM, c'est l'insatisfaction en relation à la marchandise qui caractérise le prolétaire, figure moderne du pauvre plus que du travailleur dont l'insatisfaction provenait de la division du travail et de « l'aliénation » par rapport à son produit. Dans ces conditions, le prolétaire moderne est toujours dans le négatif alors que, sous la figure de l'ouvrier, il n'était qu'un négatif potentiel, un négatif à mettre en œuvre pour renverser ou dépasser un rapport positif au travail et au capital technique (capital fixe, accumulation) dont la croissance est jugée globalement « progressiste » et source d'une réappropriation possible dans le socialisme ou plus concrètement dans l'autogestion.

Aujourd'hui, le prolétaire moderne serait donc inaccompli dans une société qui jamais ne le laissera être dans un autre état qu'insatisfait. Dans cette mécanique du manque, une lecture immédiate pourrait nous porter à croire que c'est le manque d'argent qui le symbolise le mieux, mais ce serait une erreur. Comme le fait remarquer un passage du numéro 2¹, ce n'est pas l'argent qui manque, mais la richesse. Richesse et pauvreté doivent donc être débarrassées de leur contenu quantitatif et monétaire pour prendre une dimension plus symbolique et politique. Face à la marchandise, les prolétaires se retrouvent aussi séparés et en concurrence que face au travail.

Il y a donc un enjeu à vivre collectivement sans travailler quand se fait jour l'existence aliénée de la seule communauté qui reste, à savoir la communauté du manque. En conséquence, les FVM se trouvent des affinités avec tous ceux qui manifestent leur insatisfaction à l'égard d'un monde qui se dérobe à eux sans cesse. Leur approche permet de faire « passer l'agressivité des blousons noirs sur le plan des idées », l'agressivité étant « le pôle négatif de l'aliénation », c'est-à-dire l'action du manque. C'est en cela qu'ils se reconnaissent dans les actions d'émeutes, de rodéos, de pillages qu'eux-mêmes pratiquent ou encouragent.

Le travail est, dans cette perspective, un vol de temps, temps qui est la forme réelle de l'expérience du travail pour le prolétaire et non ce qu'il peut produire. Mais, en réalité, pour les FVM, c'est le travail vivant qui est mis à la porte. Le seul travail significatif pour le capital est désormais le travail mort et c'est pourquoi être contre le travail, alors que le travail comme activité singulière n'existe plus, est parfaitement logique. Par l'action même du capital serait en marche la décomposition du prolétariat comme classe du travail. La lutte du travail contre le capital est donc historiquement épuisée et le mouvement ouvrier est mort définitivement (p. 38 du numéro 2). En conséquence le travail ne subsiste que pour accomplir l'abstraction spectaculaire générale.

Cette approche s'est faite contre les interprétations de « l'autonomie ouvrière » et une perspective classiste d'auto-valorisation prolétaire fondée sur une analyse des transformations du procès de production appuyée sur une lecture des *Fondements de la critique de l'économie politique* de Marx (Grundrisse) qui, pourtant, posent les bases de la caducité du temps de travail comme mesure de la valeur. Le creuset théorique de référence reste « situationniste » dans la mesure où il est centré sur la critique du travail, même s'il s'ouvre à une postérité un peu différente avec les notions de « publicité » et de « bavardage » chères à J. P. Voyer².

À partir de cette base théorique, de nombreuses actions vont être menées par les *Fossoyeurs* jusqu'en 1984, par exemple des interventions sur des quartiers comme celui des Dervallières à Nantes et Bagatelle à Toulouse en 1978 ou la participation aux émeutes de Caen la même année. Mais petit à petit, l'activité de réflexion perd de son importance dans la revue pour laisser la place à des retours sur des expériences diverses, des grèves aux émeutes des prolétaires du Royaume-Uni ou de France³.

Os Cangaceiros⁴

est la revue d'un groupe qui se forme en 1985, prenant la suite des FVM dont certains de ses membres sont issus⁵ et il perdurera jusqu'en 1991. Elle se définit comme suit, dans son numéro 2 de novembre 1985 : « "Os Cangaceiros" veut dire "Tout est possible", "Nous sommes en guerre", "Rien n'est vrai, tout est permis" ».

Le premier axe d'intervention, en 1985, se situe dans un soutien, de l'extérieur, aux prisonniers et aux révoltes des prisons. Il s'agit d'exprimer une solidarité active par des actes de sabotage ciblés plus que par des tracts et comités de soutien habituels⁶. À partir de 1989-90, les actions entreprises dans cette direction n'étaient plus en correspondance avec une révolte précise, mais avec le refus de la construction de nouvelles prisons⁷. Mais cette offensive sur le front des prisons ne constitue pas la seule activité du groupe.

Comme la revue *Os Cangaceiros* l'analyse à sa manière, l'époque est secouée par de violentes convulsions en réaction à la liquidation de certaines formes de travail obsolètes dans le cadre de la restructuration du capital qui fait suite au cycle de luttes des années 1960-1970 et à la crise de productivité qui l'accompagne.

Les *Cangaceiros* cherchent donc à dégager de nouvelles formes de conflictualité, telles celles que présentent à leurs yeux diverses manifestations de révolte passant outre les syndicats, par exemple lors de la grève du secteur naval à Bilbao et surtout à Gijón⁸. Ce qui est crucial, donc, c'est la portée d'un mouvement de prolétaires qui privilégie la démocratie directe par la pratique des assemblées, des affrontements avec la direction et la police et des actions de sabotage. Cette tendance « assembléiste » va être portée aux nues par la revue qui s'illusionne sur la portée de cette forme qu'elle trouve plus démocratique et basiste que la forme conseil⁹. Pourtant, en l'occurrence ici, cela ne change rien au contenu de la lutte qui reste très lié à un statut spécifique, à savoir celui des ouvriers des chantiers navals ou des travailleurs portuaires, et à un travail, surtout dans l'Espagne « retardataire », où prédominent encore des formes de travail quasi artisanales. À la même époque, la *Coordinadora* des collectifs de dockers des ports espagnols, née à Barcelone avec son journal *La Estiba*, cherche à rassembler les dockers sur

des bases de démocratie directe, mais les contenus ne dépassent pas la défense du statut et une autogestion des formes de travail en équipes. Une critique du travail s'ébauche, mais elle est contradictoire avec une affirmation d'un travail salarié spécifique qui est la base de l'unité de ces travailleurs. Cette ambiguïté est renforcée par l'existence, alors, d'une base arrière qui n'existe plus aujourd'hui et que constituaient des quartiers portuaires, tels que celui de la *Barceloneta*. Cette question des bases arrière est d'ailleurs extrêmement importante pour qui s'attache au devenir de certaines formes d'action ou de luttes¹⁰.

L'absence actuelle de ces bases arrière dans les pays centres du capital conduit aujourd'hui certains courants, allant de l'alternativisme à l'insurrectionnalisme, à vouloir créer de toutes pièces des « bases avant » faute de ces « bases arrière », mais sans le vivier qui leur permettrait de s'établir et de servir de modèle. Même la tendance au retour à la terre qui pointe parfois aujourd'hui est un retour plus individuel que collectif et ne s'inscrit pas dans un mouvement de communautés tel qu'il s'est ébauché dans les années 1960-1970 surtout aux États-Unis et en Allemagne. L'engouement du milieu libertaire pour les formes de vie et de lutte au Chiapas peut ainsi s'entendre comme projection d'une base arrière de substitution sur des aspirations à la communauté (sans faire de détail et de tri sur le fonctionnement jugé globalement plus ou moins « communiste » de ces communautés¹¹) et/ou comme accommodement avec les anciennes théories foquistes pourvu qu'elles soient parées des couleurs de la « résistance » et des partisans.

Le groupe se penche aussi sur les grandes grèves des mineurs anglais de 1984¹². Au-delà de la critique du syndicalisme, la revue s'intéresse à ce qui a débordé la grève classique pour ouvrir vers « une guerre ouverte contre l'État » qui seule peut dépasser le particularisme corporatiste de la défense d'une activité et d'un statut pour ouvrir vers l'universel d'une convergence entre ceux qui sont encore salariés et ceux qui ne le sont déjà plus ou ne le seront jamais. Les termes d'émeutes et d'insurrection apparaissent au fil des pages.

D'ailleurs, très vite, la revue oriente son activité vers les pratiques émeutières des quartiers et essaie de décrire la révolte vue du dedans, au plus près du lieu où elle se manifeste, comme aux Minguettes à Vénissieux¹³ et à Vaulx-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise.

Notons au passage que l'histoire de la pacification des rapports sociaux suscite plusieurs interprétations. En effet, la « Marche pour l'égalité » de 1983 était une initiative des plus critiquables aux yeux des *Cangaceiros* car elle s'appuyait sur une vision naïve de la démocratie, les marcheurs prenant à la lettre le message révolutionnaire de 1789, notamment la revendication de l'égalité. Ce point de vue extrême d'*Os Cangaceiros* est aujourd'hui relativisé et interprété, par exemple, par quelqu'un tel que Alessandro Dell'Umbria, proche des FVM à l'époque, comme la dernière tentative de faire bouger les choses par le bas, tentative qui aura rencontré d'un côté, une honteuse récupération par SOS-Racisme et de l'autre, la répression. Alors que la « mouvance autonome » française est plus attirée par les marges, les squats et une sorte de contre-société vivant en cercle fermé, *Os Cangaceiros* cherche à développer les liens créés avec les prolétaires et autres pauvres¹⁴ au cours de chaque « événement » souvent lié aux autres par un même rapport à l'émeute. Comme groupe organisé, ils vont à la rencontre des prolétaires pour trouver dans la situation même l'ouverture vers des interventions qui leur semblent pertinentes et qu'ils revendiquent. C'est ainsi que l'expérience de ce groupe perdurera jusqu'au début des années 90 avec des sabotages et des actions à son actif telles, par exemple, celles visant la construction de nouvelles prisons¹⁵ à la fin des années 80.

On notera la réédition récente des textes d'*Os Cangaceiros* dans des circuits insurrectionnalistes, ce qui indique bien une certaine filiation historique, mais on peut émettre des doutes sur l'effet d'entraînement que cela peut produire. En effet, le contexte est aujourd'hui très différent et la coupure avec ce qui se passe en banlieue beaucoup plus forte. Parler de banlieue n'a d'ailleurs pas la même signification. Au moment des émeutes des Minguettes à Vénissieux et de Vaulx-en-Velin, il existait encore dans la première un dense tissu industriel et une mixité sociale, certes majoritairement populaire et construite sur la durée, qui n'existe plus aujourd'hui et, dans la seconde, des formes de liens communautaires (et non communautaristes) assez développés au sein d'une immigration d'origine maghrébine et africaine plus récente. Il y avait dans ces émeutes la négativité propre à toute émeute, mais elle reposait aussi sur une politisation sous-jacente qui s'était exprimée dans la marche pour l'égalité, mais qui était aussi perceptible dans les discussions de quartier et jusque dans les établissements scolaires¹⁶. « Beaucoup d'entre nous vivions d'ailleurs en banlieue et on y travaillait tout à fait "normalement" »

sans avoir à se poser la question d'un "établissement"¹⁷ qui, en plus, nous rappelait fâcheusement celui pratiqué dans les usines par les maoïstes français vingt ans auparavant. »

À l'époque, il y avait encore non seulement une croyance en une jonction possible entre « émeutiers » et « révolutionnaires », à preuve certains numéros du journal *Mordicus* et ses appels à l'émeute en leur direction, mais une certaine proximité de terrain et de contact. Aujourd'hui, c'est beaucoup plus difficile parce que lorsqu'on n'avance pas on recule. On ne repart jamais du même point parce que la dynamique du capital se nourrit des affrontements sociaux et exploite l'évolution des rapports de force. Là encore, nous payons des échecs, ceux des années 1970 ; les rapports sociaux se sont durcis, les séparations urbaines se sont souvent accentuées, la « mixité sociale » a régressé, les cornmunautarismes ont progressé. Ce qui s'est passé en 2005 avec la révolte des banlieues confirme plus que n'infirmes cela. Une vraie séparation est apparue entre la révolte de cette jeunesse et celle qui a lutté contre le CPE l'année suivante. Nous y reviendrons. Et ce qui vient de se passer en octobre 2010 n'invalide pas vraiment cela. Il ne s'agit pas de dire que rien ne s'est passé, mais de voir qu'on a juste assisté à une reprise de contact entre catégories qui ne se connaissent plus. De ce point de vue, on est en deçà des liens qui avaient été tissés en 1994 au moment du CIP, mais dans une tension beaucoup plus forte avec le pouvoir, vu le niveau atteint par la crise de reproduction des rapports sociaux.

La Bibliothèque des émeutes (1990-1995)

Huit numéros parus et une volonté de rassembler toute la documentation disponible sur les émeutes contemporaines qu'elle considère comme la forme privilégiée de la rébellion parce qu'elle ne procéderait pas d'un calcul politique, mais d'une révolte spontanée contre l'aliénation. Une aliénation qui serait prise de vitesse par l'immédiateté de l'émeute : « L'émeute est le seul moment pratique et public où l'aliénation est critiquée [...]. Dès qu'une émeute est organisée, elle cesse d'être une émeute. C'est sa force et sa faiblesse [...]. Les émeutes sont faciles à récupérer, à discréditer, à écraser ; sauf au moment et là où elles ont lieu. Dans la profondeur du temps où nous sommes, elles sont à chaque fois comme des silex frottés avec maladresse et colère, mais dont le résultat inverse le froid et l'obscurité. Toutes trop vite noyées ou étouffées, les émeutes modernes n'en sont pas moins le vivant refus de la soumission et de la résignation, le pied de biche qui ouvre des perspectives [...] elles sont toujours une menace pour l'État dans un monde entièrement étatisé ; elles sont toujours urbaines dans un monde entièrement urbanisé ; [...] là où il y a des chefs, elles sont débordement de ces chefs, là où il y a des marchandises, elles sont destruction de la valeur marchande.¹⁸ »

La revue développe ce qu'elle appelle une « théologie » de l'émeute, définie comme le meilleur moyen « d'achever l'humanité » au prétexte que « tout a une fin ».

Elle conclut son premier numéro en disant qu'elle ne lancera pas d'autre appel à l'émeute car ce serait encore tracer un chemin, donner une direction contraire à l'immédiateté¹⁹. L'inconscience de l'émeute ne peut sortir d'une conscience critique. « On ne va pas à l'émeute, on s'y trouve. »

Cette revue envisage l'émeute dans une perspective mondiale et repère une différence de traitement médiatique pour 1992 qui n'est pas sans rappeler la vision dichotomique et manichéenne que nous avons déjà relevée ici. On a donc « la bonne émeute de Los Angeles », supposée répondre à la « colère légitime » provoquée par le tabassage de Rodney King par le *Los Angeles Police Department (LAPD)*, la grève des camionneurs diffamée et qualifiée de stupide ; la mauvaise émeute de Rostock qui serait raciste et d'extrême droite » (*ibid.*, n° 6. 1994).

Dans son dernier numéro de 1995 (n° 8), la revue s'efforce de déterminer quel pourrait être « le véritable contenu de la prochaine insurrection » mais alors que, dans son numéro 1, elle reliait l'émeute, par sa contagion, à l'insurrection, puis l'insurrection à la révolution quand elle prend la totalité comme objet, bizarrement elle s'appuie cette fois sur la théorie des conseils et l'expérience de la période 1917-1923... qui n'a pourtant pas grand-chose à voir avec les pratiques émeutières.

À noter enfin que ce point de vue est encore celui de la totalité ce qui n'est plus le cas chez nombre d'insurrectionnalistes qui, à la suite de F. Guattari, dénoncent la fiction de l'Un et s'appuient sur le moléculaire plus que sur le molaire, le local plus que sur le global.

À l'occasion, l'émeute gagne ses lettres de noblesse alors que, traditionnellement, elle est plus liée au langage du pouvoir et des médias, qui lui donnent une connotation péjorative, qu'à celui de protagonistes qui s'en réclameraient. Ainsi, Mike Davis signale, dans *Les Héros de l'enfer* (Textuel, 2007), à propos des manifestations de Watts (Los Angeles) en 1965, que les porte-parole du quartier parlèrent de rébellion alors que les médias blancs stigmatisèrent les émeutes (p. 35). Dans un premier temps, les habitants du quartier regagnèrent bien une certaine fierté transformant leur stigmatisation en action de révolte²⁰. Pourtant, M. Davis rappelle opportunément que, malgré les prévisions de certains sociologues américains à propos des émeutes de Los Angeles, un cocktail de rockers éthiques, de peintres muralistes, de break dancers et de rappeurs finira par former une nouvelle intelligentsia organique pour un « nouveau bloc historique oppositionnel ». Mais, après l'élimination des *Black Panthers* au début des années 70, des groupes se réclamant initialement de la contestation politique virèrent au gang au fur et à mesure que leur espoir d'émancipation s'effaçait de l'horizon.

À la « théologie » de la *Bibliothèque des émeutes* va succéder la « métaphysique critique » de *Tiqqun*.

Tiqqun : De présupposés théoriques éclectiques à une nouvelle forme de programme

Pour bien comprendre le renouveau insurrectionniste il nous semble nécessaire d'examiner ce qui l'a inspiré au cours de ces dix dernières années, en France du moins. Repartons donc de la revue *Tiqqun* qui, malgré ou à cause de son parti pris élitiste et de son éclectisme²¹, va fournir des armes théoriques et des pistes pratiques à toute une mouvance.

Dans un texte comme *Introduction à la guerre civile* de *Tiqqun*, n° 2, on trouve une mise en place des concepts-clés de la revue : l'insurrection, l'émeute et la guerre civile qui donnent l'impression que les processus révolutionnaires ne sont perçus qu'à travers l'insurrectionnisme de Blanqui. Toutefois, ces références se trouvent déjà chez Babeuf²². Remonter jusqu'à cette lointaine période historique peut paraître un peu déplacé, mais pas si on considère des problèmes qui apparaissent comme récurrents quand on parle d'insurrection, que ce soit dans la phase pré-prolétarienne comme dans la phase post-prolétarienne. Des problèmes, par exemple, entre l'ensemble de la classe ou « les masses » et les fractions communistes²³. Après la défaite de 1848, la guerre civile devient une arme de la bourgeoisie contre les révolutionnaires, mais non contre des travailleurs qui lui sont nécessaires. Ce sont les débuts du « mouvement social » qui a peu à voir avec l'insurrection révolutionnaire et qui sera même son fossoyeur quand il réussira à se pérenniser sous la forme des grands partis ouvriers sociaux-démocrates, puis léninistes et, enfin, staliniens.

Mais ce terrain de la guerre sociale, catégorie traditionnelle de la pensée insurrectionniste, est repensé par *Tiqqun* non pas à partir des idées de Babeuf ni même à partir de celles de La Commune, qui vit pourtant se heurter insurrection et contre-insurrection dans un premier temps, puis guerre révolutionnaire contre guerre civile dans un deuxième temps, mais, ô surprise, à la lumière des théories de Carl Schmitt sur la guerre civile.

Il faut préciser tout d'abord que, pour C. Schmitt, le postulat premier du politique est de permettre la distinction entre ami et ennemi. Dès lors, la tâche de l'État, en tant qu'acteur politique, peut être simplement d'assumer et de décider qui sont les ennemis non seulement extérieurs, mais aussi intérieurs. On a là une interprétation de C. Schmitt qui renvoie à l'utilisation que les fascistes ont fait de ses thèses. Cette conception de l'activité politique souveraine laisse donc libre cours à toutes les dérives d'un État dont la force paraît proportionnelle à sa capacité d'action. Plus l'État taperait du poing en désignant l'ennemi²⁴, plus il serait fort. Ainsi, il est clair que l'insurrectionnalisme actuel interprète les événements de cette manière à chaque action de répression réalisée par les forces de l'ordre. Nous y reviendrons.

En outre, la conception d'une « guerre civile mondiale » part de l'idée d'un déclin des guerres entre États-nations à une époque où l'arme atomique rend quasiment impossible un nouveau grand conflit ouvert, au profit d'une « guerre totale » que représenterait la guerre de guérilla. Pour Schmitt, les guerres à venir (c'est-à-dire actuelles pour nous) ont pour modèle la guerre révolutionnaire dont le but est de subvertir l'ensemble de la société à laquelle elle s'attaque et non pas seulement une force extérieure qu'il suffirait de vaincre militairement, mais

finalement superficiellement en laissant tout le reste inchangé. Cette construction théorique de Schmitt rompt avec une vision traditionnelle de la guerre où s'affrontent des forces belligérantes relativement symétriques comme au cours des deux premières guerres mondiales puis de la « guerre froide ». Schmitt pense que la prochaine guerre ressemblera plutôt à une opération de police ou de politique intérieure menée au nom d'un nouvel ordre mondial – opposant des forces a priori dissymétriques et de natures très dissemblables²⁵. En fait, l'ennemi sera de plus en plus un ennemi « intérieur », intérieur à l'État (intérieur à l'Empire, dit *Tiqqun*).

Tiqqun s'empare de ce schéma et se positionne comme un symbole de l'existence d'un ennemi potentiel dans ce monde. Un ennemi qui se désigne un autre ennemi en la personne de la police, bras armé (« machine de guerre ») du ministère de l'Intérieur et de ses diverses ramifications²⁶. Mais comment *Tiqqun* va-t-il réussir le tour de force théorique d'intégrer son héritage marxiste (la guerre de classes) à son héritage schmittien (la guerre civile menée par les partisans) ? Cela reste pour le lecteur un mystère, un mystère qui cache une impasse, celle de s'appuyer uniquement sur les initiatives de l'ennemi pour espérer s'y opposer et le vaincre. En effet, dans la perspective de la guerre sociale il est bien évident que les classes mènent tour à tour l'offensive dans le cadre de la lutte des classes (ce qu'on appelle la dialectique des luttes de classes). Par exemple, la contre-révolution serait une réponse à la révolution. Mais, dans la guerre civile, la perspective change. Il n'y a plus de contradiction dialectique, mais une simple opposition entre dominants et dominés, et les premiers préparent à l'avance, par des techniques contre-insurrectionnelles... « l'insurrection qui vient²⁷ ». On n'est pas loin des théories du complot, surtout quand *Tiqqun* insiste sur les « infiltrations et les exfiltrations » des groupes extrémistes comme pour s'en démarquer (p. 259).

Il s'agirait, pour les pouvoirs en place, de « former des hommes à la lutte contre nous » (p. 259), mais « nous », c'est qui et quels seraient les déterminations de ces nous qui les porteraient à résister si les dispositifs contre-insurrectionnels sont si préventifs et efficaces ?

Par une suite logique, cette revue ne cite pas un seul des théoriciens de l'insurrection alors que Schmitt cite nommément Lénine ou Che Guevara, mais il faut reconnaître que ces figures révolutionnaires ne sont plus politiquement correctes, y compris dans le « camp » révolutionnaire ! On peut aussi noter qu'elle ne parle pas plus des embryons de guérillas plus récentes, comme celle des GAP de Gianfranco Feltrinelli en Italie, au début des années 1970 ou même celle menée par les BR peu après, ces deux dernières en référence plus ou moins marquée à la guérilla antifasciste²⁸. *Tiqqun* en reste au modèle des *Tupamaros* uruguayens dont la stratégie est à couper le souffle : « Les mots nous divisent, les actes nous unissent » et les insurrectionnalistes des années 2000 ont repris cela en chœur²⁹.

Tiqqun note seulement que dans la guerre de guérilla, le partisan est le combattant irrégulier, c'est-à-dire celui qui passe outre les conventions de la guerre tel que le droit international les a élaborées tout au long du XIX^e et du XX^e siècle parce qu'il n'en reconnaît pas la légitimité.

En fait, ce qui intéresse *Tiqqun* ici, ce n'est pas tant la stratégie de la guerre révolutionnaire (et on comprend alors pourquoi elle n'en cite pas des théoriciens reconnus même par l'ennemi, comme le général nord-vietnamien Giap) que les techniques contre-insurrectionnelles mises en place à partir de la bataille d'Alger, c'est-à-dire en milieu urbain. *Tiqqun* en vient donc à parler, dans *Ceci n'est pas un programme* (*Tiqqun*, II, p. 258-259), de cette guerre de partisans, en la raccordant comme Schmitt aux guerres de décolonisation et particulièrement à la guerre d'Algérie parce qu'elle aurait servi de terrain d'expérience pour le contrôle des populations civiles, « le marquage des individus à risque », « la guerre psychologique », « le massacre d'État », la manipulation médiatique, etc. Ces techniques furent aussi développées par l'armée anglaise en Irlande du Nord.

À travers ces techniques, ce serait l'État d'exception schmittien (*Tiqqun* emploie plus exactement le terme « d'état d'urgence permanent ») qui remplacerait l'État libéral, « la règle devenant un ensemble d'exceptions ».

Cette guérilla urbaine remet en question l'art de la guerre tel qu'il avait été théorisé préalablement sous sa forme classique clausewitzienne. En effet, ce « nouveau partisan » se distingue profondément du partisan des luttes anti-fascistes et même du partisan des luttes anti-coloniales qui représentaient justement des figures séparant complètement un combat ciblé et restreint contre un ennemi particulier, du reste des rapports sociaux. Le partisan était au service d'une « cause » extérieure à sa propre situation sociale, et l'anti-fasciste ou l'anti-

colonialiste pouvait être bourgeois, prolétaire ou paysan, son statut étant secondaire³⁰. En France, l'archétype en est Jean Moulin, chef de la Résistance, mais ex-préfet de la III^e République.

Mais si la figure du partisan traditionnel est liée à la représentation d'un État de type État-nation à stratégie souverainiste (comme dans l'Appel du 18 juin du Général de Gaulle) ou à une lutte de libération nationale, elle cadre mal avec le contexte actuel d'un État-nation en déliquescence qui fait place progressivement à un État-réseau. En réalité, la position du partisan ne peut être tenable que face à un État qui fait bloc. Le partisan peut s'opposer à l'État fasciste car c'est l'archétype de l'État fort dans la mesure où il a neutralisé, au moins provisoirement, l'ensemble des contradictions sociales qui le traversent, mais c'est moins vrai dans un État faible déjà organisé en réseaux clientélistes et mafieux de par sa structure archaïque (l'Italie des années 70 où ce sont les réseaux clientélistes qui structurent l'État) comme l'a montré l'échec des GAP de G. Feltrinelli, conçus justement sur le modèle de la guerre de partisans³¹ alors qu'il n'existe plus de base arrière pour la faire vivre. Comment concevoir la pertinence de ce modèle dans le cadre d'un État qui s'est redéployé horizontalement en réseaux tout en se restructurant verticalement par niveaux hiérarchisés, mais coopératifs ?³² Ceci apparaît d'autant plus difficile que *Tiqqun* définit l'Empire comme un ensemble de dispositifs en temps normal et qui n'existe visiblement, sous forme systémique, que dans la crise ! Et de toute façon, comment faire coller ce néo-partisanat avec l'idée d'insurrection ?

Le flou le plus total concerne cette question et c'est parfois le commandant Marcos et le Chiapas qui sont donnés comme modèle parce que, premièrement, il y aurait sécession au moins dans une aire géographique, même limitée, deuxièmement, parce qu'il y aurait une forme de guérilla latente qui n'est ni la guerre classique ni la lutte armée et enfin, troisièmement, parce qu'il y aurait prise d'appui sur le commun des liens indigènes³³. Il en est un peu de même pour les références à *Via Campesina* et au *Mouvement des sans-terre*. Ou alors, ce sont les jeunes des banlieues des métropoles occidentales qui sont exemplaires dans la mesure où ils reproduisent, mais d'une manière transposée, la « guerre des pierres » en Palestine et le fantasme de quartiers qui reconstitueraient des bases arrière capables de bouter la police hors leurs murs. Mais le jeu du chat et de la souris n'est pas de la guérilla et, malgré certains faits d'armes mis en exergue, on ne peut à la fois annoncer des chiffres significatifs de victimes policières et dénoncer partout une occupation policière. En outre, si la police est considérée comme l'ennemi principal avec l'idée pas toujours explicitée que la répression va se renforcer, que cela va entraîner des bavures et des morts, donc de la révolte de masse et, finalement, un effacement de l'État, il n'est absolument pas tenu compte de l'existence de forces militaires (450 000 hommes en France) appuyées sur des armes lourdes et prêtes à intervenir si le besoin s'en fait sentir.

Indépendamment des critiques qu'on pourrait formuler sur ces trois points, nulle différence n'est faite entre une situation où il existe encore ce qu'on peut appeler « une base arrière » pour la sécession et une autre, celle de nos grandes métropoles qui les a détruites. Le « rurbain » (Henri Lefebvre) a remplacé la division ville/campagne à l'exception de quelques régions inhospitalières qui laissent place à quelques expérimentations, le plus souvent individuelles. L'hypothèse foquiste ou guerilliste dans les pays dominants ne peut pas se développer car elle ne rencontre pas de rapports sociaux qui pourraient lui servir de refuge.

En fait, on peut trouver deux acceptions insurrectionnistes de la notion de guerre civile.

Selon la première, la révolte se caractérise aujourd'hui « par l'action violente et décidée des insurgés qui occupent les rues et s'affrontent violemment avec tous les organes de l'État, mais aussi entre eux ». « Nous sommes à la veille de la guerre civile, nous sommes déjà dans la guerre civile³⁴ ». Dans cette conception, on a une confusion entre d'un côté la barbarisation des rapports sociaux, comme conséquence de nos défaites précédentes et des soubresauts qui agitent la société capitalisée, et de l'autre avec ce que la dimension insurrectionnaliste comprendrait nécessairement de passion, de fureur, de sauvagerie, de « forces primordiales de la barbarie³⁵ ». Cette guerre civile signifierait le retour du multiple contre le fantasme de l'Un. Dit autrement, le processus actuel de totalisation (l'Empire pour *Tiqqun*, la société capitalisée pour *Temps critiques*) naîtrait de la crise du processus d'universalisation liée aux Lumières.

Selon la seconde conception et pour *Tiqqun*, la guerre civile en cours est en réalité une guerre continue contre la population, et elle prend la forme d'une pacification armée, œuvre de la contre-insurrection comprise comme si c'était là une contre-révolution. D'ailleurs, « Comment faire ? », *Tiqqun* (TII, p. 27) confirme cette confusion en

parlant de contre-révolution « préventive ». Mais, en réalité, le dernier assaut prolétarien des années 1960-1970 n'ayant pas donné lieu à une révolution, il ne peut pas y avoir de contre-révolution. Il est plus juste de parler d'une dynamique de restructuration du capital qui se met en place après les défaites de la révolte de la jeunesse et de l'insubordination ouvrière de ces décennies-là. Dit autrement, ce sont les mouvements des années 1960-1970, y compris d'ailleurs les mouvements de libération nationale et les mouvements guerillistes ou « foquistes » d'Amérique latine qui ont été battus et c'est le capital qui fait sa révolution³⁶.

En fait, *Tiqqun* est obligé de forcer l'analyse en faisant exister comme prémisse à tous ses développements l'existence d'une réalité insurrectionnelle déjà présente supposant, comme on l'a vu, des dispositifs contre-insurrectionnels déjà à l'œuvre³⁷, d'où l'emploi du terme de guerre civile. Si des indices de ces dispositifs existent bien, on peut quand même douter d'une réalité insurrectionnelle latente ou déclarée en Europe. Mais deux autres obstacles se dressent pour l'utilisation de cette notion. Tout d'abord, l'emploi de la notion de guerre civile nécessite qu'il y ait encore une société civile, conception largement empruntée à Hegel et Marx dans leur description de la société bourgeoise, mais qui ne vaut plus pour les individus égogérés de la société du capital. D'ailleurs, *Tiqqun* le reconnaît indirectement en disant que l'Empire est immanent à la société (*Tiqqun*, n° p. 21, 49, glose). Ensuite, la question de la guerre civile, telle qu'elle a été posée, en Europe, depuis les guerres de religion, est à mettre en relation avec celle de l'État à l'époque de la mise en place d'un État moderne mettant fin à la guerre de tous contre tous ou de chacun contre chacun comme le disait Hobbes. Pour ce faire, cet État devait justement organiser et encadrer une « société civile ». Or, c'est cet État qui est aujourd'hui en crise. En crise à la fois en sa qualité d'État-nation, et en sa qualité d'intégrateur et de pacificateur social. En effet, dans un premier temps (1945-75), l'État politique s'est fait État social sans sacrifier sa première fonction³⁸ à la seconde, ce qui lui a permis de résister au dernier assaut prolétarien et aux mouvements de lutte armée ; dans un deuxième temps, l'État-nation devient un État-réseau dans lequel les institutions sont résorbées ou s'autonomisent afin de prendre des formes plus contractuelles, plus flexibles, se calquant sur le modèle du marché. Les institutions, mais aussi tous les anciens agents de médiation, se montrent incapables de s'adapter à la nouvelle donne qui privilégie le contrôle, y compris l'auto-contrôle plutôt que la pure discipline. L'État est donc devenu très fort en tant qu'« État du capital » à l'intérieur d'une société capitalisée qui n'a pu s'instaurer qu'après une véritable révolution du capital, une révolution qui n'est pas seulement économique, mais aussi anthropologique. Ce qui en découle est une situation de pacification sociale d'autant plus accomplie qu'elle est capable de réaliser la fin de la séparation entre État et société civile au sein de la société capitalisée. L'Allemagne et les pays scandinaves, le Japon à un autre niveau nous en fournissent les meilleurs exemples. Là où les institutions résistent c'est, comme en France, parce qu'elles sont encore investies non pas d'une simple fonctionnalité bureaucratique, mais d'une valeur politique entretenue par le pouvoir et ressentie par les dominés comme le souvenir, si ce n'est la marque actuelle, d'idéaux révolutionnaires ou au moins universalistes. C'est sur cette base que fleurissent des initiatives « citoyennes » qui se situent dans cet entre-deux.

L'Appel (2003)

qui est sans référence explicite à *Tiqqun*, n'en représente pas moins sa version militante. Le contexte historique y est réaffirmé, c'est celui de la « guerre civile mondiale » (Proposition II) et des conflits de nature asymétrique³⁹. Les analyses sont précisées de manière à dégager des positions à caractère programmatique.

Dans la proposition I, c'est la notion de « sécession » qui est mise en avant et celle d'opposition, y compris extra-parlementaire, qui est critiquée car elle impliquerait une sorte de parallélisme entre des forces opérant sur le même terrain. Les auteurs semblent donc en rester à l'idée que le capitalisme est un ensemble de dispositifs qui font « systèmes⁴⁰ » et définissent donc une clôture. S'y opposer ou le critiquer de l'intérieur ne peut à la limite que le renforcer⁴¹. Il y a là une filiation avec *Tiqqun* dans un refus de s'abandonner à la dialectique conduisant à un dépassement (*Aufhebung*) des contradictions à partir d'une seule totalité ; mais il y a aussi une grosse différence, et pour nous plutôt une régression, dans le fait de ne pas voir le capital dans ses nouvelles dimensions. Le capital semble être une superstructure parmi d'autres ou un dispositif de pouvoir parmi d'autres, alors que la

notion de « dispositif » employée par *Tiqqun* et tirée du vocabulaire deleuzien, puis negriste permettait, non sans risque, d'approcher la question de la mise en réseau du capital et des États. Néanmoins, *L'Appel* prolonge *Tiqqun* en faisant porter l'assaut non contre le seul capitalisme réduit à un mode de production comme dans la vision marxiste, mais contre la Civilisation (influence de Cœurderoy et des « cosaques ») et contre l'Empire, signalant par là que la lutte contre la domination est d'une bien plus grande ampleur que ne l'avait envisagé différentes générations de théoriciens de la révolution.

Pour les auteurs de *L'Appel*, il s'agirait donc de se désaffilier. La reprise (non revendiquée explicitement) de la notion sociologique de R. Castel inverse malheureusement le processus à l'œuvre. En effet, la désaffiliation, c'est la dynamique de restructuration du capital qui la produit et non pas la désertion des individus qui reste très marginale à l'intérieur de ce processus et qui ne se manifeste le plus souvent que par des pratiques ponctuelles ou occasionnelles de survie. Les formes de sécession historiques dont ils se réclament laissent un peu perplexe : elles mêlent la force d'irruption des *Blacks Panthers* à l'autonomie allemande pour les cantines collectives ; le néo-luddisme anglais des maisons dans les arbres et de l'art du sabotage au choix des mots par les féministes radicales ; enfin, l'autonomie italienne des auto-réductions à la joie armée du *Mouvement du 2 juin* allemand. C'est un « Appel » auquel beaucoup de personnes peuvent répondre tant les références sont diverses et hétérogènes.

Dans sa proposition III, c'est le recours à la « lutte criminelle » qui est avancé (là encore sans référence au mot d'ordre lancé par le groupe italien *Comontismo* en 1970 car il faut toujours faire croire qu'on fait preuve d'originalité). Néanmoins, une référence historique intéressante est faite au mouvement ouvrier américain de la fin du XIX^e au début du XX^e siècle, qui n'a pas hésité à se confronter violemment à l'État et aux patrons parce qu'il n'était pas phagocyté par la social-démocratie⁴².

La critique de l'activisme est développée mais reste ambiguë car, si l'activisme qui est présente à l'événement est préféré au militantisme défini comme absence à la situation, le texte reconnaît que le premier ne perdure qu'en rejoignant le second. En fait, c'est une position immédiatiste qui s'exprime dans les deux cas. Une position forcément immédiatiste puisqu'elle s'articule (proposition IV) avec l'idée du lien à construire entre vie et pensée de façon à rendre « le monde sensible » et à lutter contre toutes les séparations (proposition IV). Le texte fait la critique du « libéralisme existentiel » au nom duquel chaque individu pense choisir sa vie et faire son choix, mais ses auteurs s'excluent trop facilement de cette tendance, eux qui veulent justement « dépasser » le problème du rapport entre conditions objectives et conditions subjectives par le simple fait de ne pas tenir compte des premières.

La proposition V revient sur la nécessité de la « lutte criminelle » en affirmant de façon provocatrice que « la possibilité de former des gangs n'est pas pour nous effrayer ; celle de passer pour une mafia nous amuse plutôt ». La fin justifie les moyens à partir du moment où la première fin est d'accroître la « puissance ». Tous les lieux qui le permettent sont à créer ou à pénétrer, ainsi le milieu des squats avant qu'ils ne se transforment en une scène internationale où les normes nouvelles de l'existence remplacent les exigences d'une stratégie.

Enfin, les propositions VI et VII abordent la question de la « communisation », ce qui indique un petit détour, là encore non mentionné, vers les thèses des « communisateurs » et particulièrement des groupes-revues *Théorie communiste*, *Meeting* et *Trop Loin*. Mais cette communisation est plus envisagée comme une prise sur le tas anarchiste pur jus ou, à la limite, comme une forme de partage des richesses que comme une saisie collective des moyens de production. C'est d'ailleurs logique puisque la brochure ne se situe pas sur le terrain de la valorisation et de la production, mais on touche là aux limites de tout bricolage théorique. La communisation est perçue comme l'action purement subjective des individus de la sécession (on retrouve la proposition i), c'est-à-dire d'une avant-garde qui ne dit pas son nom, mais qui annonce triomphalement « Nous avons commencé. » Les autres ne pourront que s'y joindre mais, auparavant, ils ne sont que des individus de la soumission.

Autre différence avec les communisateurs, c'est que si les deux tendances disent qu'il ne doit pas y avoir de phase de transition, mais communisation immédiate, les appellistes entendent par-là Faction immédiate pour développer des lieux et pratiques alternatives alors que pour les communisateurs il ne peut exister d'îlots de communisme avant que les conditions d'une communisation de grande ampleur ne soient réunies.

L'alternative des appellistes est toutefois très différente de ce qu'on pourrait appeler l'idéologie des « alternatifs » car ils la conçoivent comme s'insérant à la guerre civile, comme processus.

C'est cette idée de processus que l'IQV va reprendre, mais il ne s'agit plus tant d'un mouvement vers la communisation que d'un mouvement vers l'insurrection même s'il peut passer par le développement de la forme Commune : « Une multiplicité de communes qui se substitueraient aux institutions de la société : la famille, l'école, le syndicat, le club sportif. » (p. 90)

L'Insurrection qui vient

n'apporte pas vraiment de points nouveaux par rapport à *Tiqqun* et à *L'Appel*. Il représente plus une synthèse de divulgation qu'un approfondissement. C'est pour cela qu'il procède par thèmes (les « cercles ») et tente de faire le tour des questions « de société ». Il n'empêche qu'au détour de certains thèmes, il précise des points qui permettent de mieux distinguer l'insurrectionnalisme du gauchisme ou de l'anarchisme encarté syndicalement ou politiquement.

C'est le cas, par exemple, de la question du travail où sans aller jusqu'à théoriser que le capital est un rapport social (nous avons vu que c'est une faiblesse d'ensemble de ce courant) insiste sur deux côtés du travail, à la fois exploitation et participation (p. 30), sur le fait que le travail a triomphé (il est « la seule façon d'exister »), mais que le travailleur est devenu superflu (ce que nous appelons « l'inessentialisation de la force de travail »).

Nous vivrions ainsi dans « une société de travailleurs sans travail », comme disait H. Arendt il y a déjà longtemps.

Il est à remarquer que pour décrire cette tendance actuelle au « non-travail » ; l'IQV emploie le terme de paradoxe là où les marxistes emploient celui de contradiction sans nous dire si c'est par refus de la dialectique ou si c'est vraiment parce qu'elle pense qu'il n'y a pas de contradiction là-dedans, mais seulement une tendance lourde du capitalisme qui n'enclenche aucun processus révolutionnaire de la part de ce qui est vu, par les gauchistes ou des anarchistes, comme l'émergence possible d'un « nouveau sujet ». En tout cas, l'IQV critique cette tendance à voir dans le précaire une panacée et s'exprime on ne peut plus clairement là-dessus et on ne peut qu'être d'accord avec cette affirmation : « [...] être précaire, c'est encore se définir par rapport à la sphère du travail, en l'espèce, à sa décomposition. » (p. 29)

C'est aussi le cas de la question de la forme démocratique au cours de l'action. Nous avons vu que les groupes précurseurs étaient parfois partisans d'un « assembléisme » qui, à l'époque, tranchait avec les vieilles pratiques du mouvement ouvrier ou même avec des positions plus traditionnellement conseillistes. Un assembléisme qui, au moins en France depuis 2003, est malheureusement devenu une mode pour tous les gauchismes. L'IQV prend clairement ses distances avec ce « démocratism radical⁴³ », qu'il se manifeste sous la forme d'une croyance en la possibilité de former des néo-syndicats non bureaucratisés ou encore sous celle d'une préférence pour des coordinations régulièrement noyautées par différentes tendances trotskistes⁴⁴ ou, enfin, en faveur d'une « autonomie » ou de « l'auto-organisation » par le biais d'assemblées générales qui sombrent non sous les palabres, mais sous le bureaucratisme des tours de parole et la manie des votes pour des motions ou des mandats octroyés à des personnes qui ne représentent qu'eux-mêmes ou leur organisation⁴⁵. Pourtant, l'IQV ne fétichise donc pas la forme : « Il n'y a pas une forme idéale à l'action. L'essentiel est que l'action se donne une forme. » (p. 114)

LES LIMITES THÉORIQUES DE L'INSURRECTIONNALISME

Nous allons maintenant pointer un certain nombre de critiques par rapport aux thèses de la vulgate insurrectionnaliste, dans la mesure où, si celle-ci contient déjà en elle-même les limites des thèses propagées par les groupes ou revues dont nous venons de parler, elles semblent aussi souvent les radicaliser jusqu'à constituer parfois de véritables dérives.

Une analyse insuffisante des transformations de l'État

Alors que *Tiqqun*, partant de l'analyse des *Grundrisse* de Marx et de textes d'origine opéraïste comme ceux de Negri (bien que leurs auteurs s'en défendent), saisissait certains traits de la nouvelle dynamique du capital à travers la notion de réseau ; alors que *L'Insurrection qui vient* (IQV) proposait une vision plus concrète de la circulation du capital en accordant la priorité à la notion de flux plutôt qu'à celle d'accumulation (le capital comme stock)¹, ceux qui s'en réclament, ou qui y font référence de façon positive, persistent à concevoir le capital comme une « chose » extérieure et non pas comme un rapport social de dépendance réciproque entre le capital et le travail. Le capital apparaît alors comme un monstre qui vampirise la vitalité des individus et les transforme en êtres sans réaction, sans volonté..., à l'exception de quelques « irréductibles » dont on se demande bien comment ils sont produits et échappent à la structure de domination. Mais peut-être que le ver était déjà dans le fruit d'origine. En effet, pour l'IQV par exemple, nous serions dans une sorte de cauchemar totalitaire opposant le bloc des dominants au bloc des dominés. Ce ton souvent apocalyptique retrouve le messianisme d'origine de *Tiqqun* en le projetant sur une fin imminente du monde. Il n'y a pas vraiment d'analyse du capital et des causes de cette domination ou de la fin du monde puisque celles-ci semblent irrationnelles.

Quand certains abordent parfois la question du capital, c'est pour le réduire à une structure². Or, c'est bien l'existence de ce rapport de dépendance, et non une soumission à une structure extérieure, qui fait que la plupart des rapports sociaux sont contraints et que les individus sont déterminés par des conditions objectives qui ne leur permettent que marginalement l'expression de ce qui ne serait autrement qu'une pure subjectivité sans emploi..., au sein de ces mêmes rapports sociaux. Comme les insurrectionnalistes « de base » analysent mal ou pas du tout les dernières transformations du capital, ce qu'ils ont retenu de leurs lectures, ce n'est pas cette objectivité des rapports sociaux capitalistes qui continue à produire des déterminations, mais une analyse de ceux-ci comme désagrégation et individualisation permettant, dans les pores du « système », d'exprimer une identité qu'ils veulent toute négative, répétant la même erreur de méthode qui présidait à la vision d'un mouvement prolétarien conçu comme le pur mouvement du négatif dans la société bourgeoise.

Les insurrectionnalistes ne tiennent pas compte non plus des plus récentes transformations de l'État qui font que celui-ci semble se dédoubler. D'un côté, l'État du capital est fort parce que mis en réseau aussi bien dans sa dimension interne – il est partout présent dans la sphère sociale et cela même quand on a l'impression qu'il se retire en tant qu'institution – que dans sa dimension externe (inscription dans un monde globalisé qui ne lui ôte pas toute capacité d'intervention puisqu'il participe aux grandes discussions et décisions prises au sommet). D'un autre côté, on a affaire à un État dont la souveraineté politique de type jacobine et unitaire est faible parce que coupée de ses valeurs et de sa légitimité d'État-nation. Or, les insurrectionnalistes oublient la première forme du redéploiement de l'État qui se fait infrastructure du social aux ramifications proliférantes, mais peu visibles, pour ne retenir que la seconde, la partie émergée de l'iceberg, celle qui s'est instituée comme superstructure politique de la domination. Pourtant, même dans cette seconde forme, où l'État est vu à travers ses fonctions

régaliennes, on retrouve bien toute la complexité de la restructuration globale des rapports sociaux au sein de la société capitalisée. On pourrait prendre l'exemple des mesures de contrôle social qui semblent relever d'une société de plus en plus autoritaire, alternant les initiatives de prévention (fichage généralisé, gardes à vue multipliées) et les actes de répression (pénalisation de toutes les actions directes), avec une prise en charge directe et immédiate par les individus de leur propre contrôle. La démarche citoyenne et responsable tend à remplacer les utopies ou « folies » du militantisme politique.

Dans tous les cas, on n'assiste pas à une fascisation du pouvoir ou, dans des termes plus actuels, à la mise en place de quelque « pouvoir totalitaire » épaulé par la technoscience, ce que les insurrectionnalistes ne peuvent admettre puisque, se proclamant ennemis intérieurs, ils ont tendance à voir dans toute mesure de répression une réponse policière, voire militaire, à la simple manifestation de leur existence. Nous pensons en effet que la tendance réelle à une « criminalisation » des luttes provient bien plus de la faiblesse quantitative de ces luttes que d'une variation dans l'intensité de la répression³. Des luttes qui sont d'autant plus réprimées et criminalisées qu'elles n'atteignent pas le caractère de mouvement général de contestation et, éventuellement, de subversion de l'ordre social, ou alors qu'elles s'en détachent et s'autonomisent comme nous l'avons fait remarquer dans notre interprétation de la lutte armée⁴. Cette faiblesse est significative d'une rupture avec le fil rouge des luttes de classes dont le mouvement ouvrier, avec sa richesse, mais aussi ses tares, assurait tant bien que mal la continuité. C'est derrière lui ou à sa marge ou même, plus rarement, sous la forme d'une avant-garde que des actions radicales pouvaient se déclencher, quitte ensuite à s'y replonger et se fondre à nouveau dans la communauté de la classe parce que retrouver un sein nourricier permet de ne pas désespérer, permet de reprendre des forces et de repartir au combat. C'est bien ce qui manque aujourd'hui, mais nous ne le regrettons pas, car c'est aussi cela qui a produit et entretenu la domination du stalinisme au sein du mouvement ouvrier. Le fait est que rares furent ceux qui refusèrent de se cacher derrière cette force, d'y faire de l'entrisme ou de la ménager.

C'est cette nouvelle situation qui fait que les luttes sont aujourd'hui des luttes éparses qui convergent rarement en un véritable mouvement offensif. Il est difficile d'unifier des choses qui semblent échapper à toute unité objective en l'absence d'une recomposition de la force de travail qui prenne la forme d'une nouvelle composition de classe sur laquelle s'appuyer. Dans ces conditions, ceux qui s'avancent ne sont pas simplement en première ligne du traditionnel « combat de classe », mais ils sont aussi victimes, individuellement, de harcèlement moral de la part des patrons ou de l'État et deviennent des cibles de la répression policière et judiciaire. Ce n'est donc pas à une véritable criminalisation des luttes à laquelle on assiste, mais à une pénalisation de certains actes de lutte qui étaient le plus souvent tolérés malgré leur caractère illégal.

Cette insuffisance critique quant à l'analyse des transformations de l'État amène souvent les insurrectionnalistes militants à repartir des analyses anarchistes du XIX^e siècle qui concevaient justement l'État non pas comme la conséquence d'une libre aliénation de la liberté des individus contre une garantie de sécurité (conception libérale à la Hobbes), ni comme le résultat d'un contrat social et démocratique (comme dans la perspective de Rousseau), ni comme l'expression d'un pouvoir de classe (comme dans la conception marxiste), mais comme quelque chose d'extérieur, comme une monstrueuse excroissance, pure expression de la non-liberté et de la domination.

Ouvrons une parenthèse.

À partir du XVIII^e siècle et des Lumières, en Europe, les hommes d'ordre vont déplorer l'existence de « la guerre civile » alors que d'autres, disons du côté des révolutionnaires, la louent ou, au moins, y voient le facteur de désordre qui peut favoriser la montée en puissance du peuple⁵. La représentation de la révolution comme phénomène lié à la « guerre civile » fut commune à la majeure partie des tendances révolutionnaires qui avaient comme référence principale les révolutions françaises, y compris l'anarchisme. Par exemple, Bakounine qui a écrit *L'Empire knouto-germanique et la révolution sociale* à l'époque où l'industrialisation de l'Europe continentale était encore dans les langes, donc à l'époque où la distinction entre État et société civile était encore effective, désigne ainsi deux mouvements qui semblent au premier abord opposés, mais qui s'avèreront par la suite complémentaires ; tout d'abord, celui qui prend la forme de « la guerre civile comme lutte de factions pour la prise du pouvoir⁶ » au sein de l'État, mais il s'ensuit un affaiblissement de l'État qui favorise, dans un deuxième

temps, l'apparition de « la guerre civile populaire », visant, elle, à détruire la machine d'État et à instaurer le règne de la liberté dans la société⁷.

Dans tous les cas, la position de Bakounine était donc réductible à l'idée suivante : mieux vaut le désordre que l'ordre, même lorsque les objectifs dudit désordre ne sont pas les nôtres. Car de l'ordre, il ne peut sortir en principe que plus d'ordre, jamais la révolte. Cette idée de Bakounine est reprise par les insurrectionnalistes qui voient dans l'émeute, quel que soit son contenu ou son sens, le produit d'une révolte et la source d'un désordre à propager. Mais cette perspective a été battue en brèche par l'expérience historique, entre autres par celle de la dernière poussée révolutionnaire en Europe, puisque le « désordre » de mai 68 et des luttes italiennes de la décennie 1968-1978 ont surgi, en France, sur le terreau de la situation « d'ordre » spécifique aux Trente Glorieuses en Europe. *A contrario*, le « désordre » des guerres coloniales, y compris celle d'Algérie qui prit aussi l'aspect de la guerre civile (putsch des généraux d'Alger et actions de l'OAS), ne généra que plus « d'ordre » et de subordination à l'État (Constitution de 1958 et pleins pouvoirs de 1962).

Par ailleurs, dans les pays décolonisés, et même pour ceux qui passèrent par une lutte de libération nationale, un nouvel ordre fut bien vite établi qui se débarrassa de tout ce qui pouvait le gêner⁸ ou alors s'installa, comme en Afrique noire, un désordre permanent à travers le néo-colonialisme et, surtout, des guerres civiles ethniques, elles-mêmes souvent le produit des découpages géographiques imposés par l'ancien colonisateur, interdisant de fait toute possibilité de formation d'États-nations viables (*cf. le cas du Congo de Lumumba et son assassinat*).

Tiqun reprenait déjà à son compte cette approche en termes de guerre civile, même s'il reconnaissait que la répression exercée par les États de la société capitalisée sur les populations est de basse intensité à travers l'existence de dispositifs *ad hoc*. Mais la plupart des insurrectionnalistes partisans de cette approche n'en retiennent rien puisqu'ils sont persuadés que nous sommes toujours dans une situation de haute intensité, le marqueur du niveau d'intensité étant l'action policière. « Ils nous font la guerre », disent certains, et il faut donc y répondre par la guérilla. Cela ne sert à rien de faire front, disent les autres, mais ce n'est pas pour entamer une « longue marche à travers les institutions » (position des extra-parlementaires allemands des années 1970 : Dutschke, Cohn-Bendit et Fischer), mais pour faire sécession. Ils entrent alors en dissidence, généralement par petits groupes affinitaires⁹ afin de diffuser des journaux, de créer leurs propres sites d'information ou de discussion et ainsi se ménager des « lieux protégés » d'expérimentation, comme certains squats, car les « subjectivités rebelles sont éphémères » et il faut les protéger à l'intérieur de petites communautés de vie ou « d'espaces oppositionnels¹⁰ ». D'autres sont prompts à entrer en « résistance » contre la politique sarkozyste et aussi contre un surcroît de visibilité de la part de groupes aux références identitaires qui se développeraient dans l'ombre protectrice de la politique gouvernementale parce que reposant sur les mêmes thèmes (identité nationale, islamophobie). De fait, ils oscillent entre la tentation de jouer bande contre bande avec ces groupes identitaires, pratique garante de leur propre affirmation identitaire¹¹ et une pratique plus ouverte de type antifasciste qui les conduit à participer aux grands rassemblements démocratiques. Dans cette dernière perspective, ils rejoignent plus ou moins involontairement tous les citoyenistes et défenseurs de la République que l'on retrouve au sein d'associations politiques nouvelles comme « l'Appel des appels » dont ils constituent, finalement, une aile radicale¹². Les deux seules différences, mais elles sont de taille, sont que, premièrement, les insurrectionnalistes ne sont pas des nostalgiques d'un État social qu'il faudrait faire resurgir du passé et, deuxièmement, qu'ils envisagent la résistance sous une forme violente plutôt que comme résistance citoyenne (lobbying et pétitions) ou résistance civile (*cf. les enseignants désobéisseurs*).

Les insurrectionnalistes s'étonnent parfois des lois d'exception, ou des lois répressives qui se sont démultipliées ces dernières années. Cela traduit un reste d'illusion sur la démocratie. Or, comme le prouvent les réactions de l'État allemand faisant la chasse aux terroristes réels où supposé des années 1970, l'exception fait pleinement partie de la panoplie démocratique. Même au sein de l'État allemand, qui avait l'obsession d'éviter le retour du nazisme, la possibilité de mesures d'exception a été rétablie dès la fin des années 1960 par une coalition à majorité sociale-démocrate dirigée par Willy Brandt¹³. Cela ne contrevenait pas à la marche normale de la démocratie qui, au contraire, se donne ainsi la possibilité de réagir rapidement face aux ennemis de l'intérieur (les « terroristes »).

En fait, un État stable (fort, donc, selon nos critères, c'est-à-dire n'ayant pas à utiliser la force en continu) peut parfaitement promulguer des lois « fascistes » sans contrevenir à sa définition d'État de droit, contrairement à ce que se plaisent à affirmer de nos jours certains libertaires. Mais, aujourd'hui, des théoriciens comme G. Agamben dont s'inspire *Tiqqun* ont remis au goût du jour la notion d'État d'exception comme représentant une anomalie pour des régimes politiques qui s'affirment démocrates.

Ce présent texte n'a pas pour but de trancher la question, mais cela nous amène à relativiser ce que nous disions, nous aussi, à la suite de Persichetti et Scalzone, sur l'État d'exception permanent analysé à partir de la situation italienne¹⁴. Nous considérons alors que, dans le cas italien et de son État faible, celui-ci était obligé de montrer sa force devant toute expression de forces sociales passant du stade de l'antagonisme potentiel au stade de l'antagonisme effectif. Dans ce cas de figure, on a un défaut de pacification qui peut donner l'impression qu'il y a bien situation de guerre civile parce qu'on est dans la haute intensité. Mais, en fait, comme nous l'avons dit précédemment en citant Tronti (note 63), l'État italien disposait encore d'une marge de manœuvre en faisant jouer les formes institutionnelles de la démocratie au profit de l'État. Ainsi, alors même que l'enlèvement et la mort de Moro montraient à quel point il n'était pas question d'un compromis historique politique entre DC et PCI, ce compromis se réalisait sur le terrain : syndicats ouvriers, partis politiques, juges et militaires tous unis dans une commune défense de l'ordre à travers le renforcement de l'État et de ses institutions. C'est encore ce qui prévaut aujourd'hui avec la chasse à Battisti et le refus de toute amnistie politique pour les accusés des « années de plomb ».

De la théorie à la pratique : les mésaventures de l'activisme

Cela une fois posé, nous pouvons nous intéresser aux différentes interprétations de ce que serait cette « guerre en cours ». En effet, nous avons noté que les thèses qui sont au centre de la réflexion de *Tiqqun* sont passées en partie dans « L'Appel »¹⁵ pour se retrouver finalement dans une sorte de *digest* présenté dans l'IQV, formant ainsi, progressivement, une sorte de corpus théorique et politique complet qu'il suffirait d'appliquer comme si la cohérence entre les prémisses théoriques et les perspectives pratiques allait de soi.

Pourtant, pour nous, il y a une incohérence majeure entre d'un côté les idées et pratiques de blocage des flux avancées par certains à partir des analyses théoriques de *Tiqqun* et celles de ses épigones sur la fascisation et l'État policier. Les premières correspondent tout à fait à une situation de dilution de l'État central et à la nécessité de répondre à sa nouvelle organisation en réseau par des attaques sur tous les segments du réseau général. L'insurrection, dans cette perspective, pourrait donc être aussi décentralisée et ramifiée que ce à quoi elle s'attaque. En revanche, le second type de raisonnement utilise des termes qui, par exemple en France, sont ceux qui condamnent le type d'État jacobin et autoritaire symbolisé par le gaullisme et la République¹⁶ ce qui les rapproche d'une position du type a attaque au cœur de l'État ».

Le passage de l'un à l'autre, qu'on peut considérer comme une régression, ne s'est pas fait d'un coup de baguette magique : on est passé de textes à la limite de l'abscons, du moins destinés à des initiés¹⁷, à une série de pistes pratiques distillées en premier lieu par le « Comité invisible »¹⁸. Cela a ensuite engendré une vulgate diffusée par différents canaux, tels que des revues d'agitation comme *Rebetiko* ou *Outrage*, des émissions de radio comme *Basse Intensité* et aussi par toute une série de sites. Ces initiatives ressemblent à des tentatives de diffuser les thèses insurrectionnalistes afin d'encourager la lutte contre les prisons, les centres de rétention administrative, l'ouverture de certains squats pour y mener des activités alternatives. Mais ce courant se manifeste aussi par des prises de position et analyses qui interprètent tout événement comme relevant de l'insurrection, telles, récemment, les grèves et manifestations en Grèce alors même qu'on a de la peine à savoir ce qui s'y passe vraiment¹⁹.

La surestimation du caractère insurrectionnel de tout événement²⁰ cache en réalité une conception peu précise de l'insurrection qui dépendrait bien souvent de l'appréciation de chaque individu ou de chaque petit groupe. D'où la tendance inhérente à cet insurrectionnalisme de présenter toute répression, aussi bien de type préventif que punitif, comme la preuve du caractère policier ou même militaire de l'État dans sa forme actuelle. Nous

avons déjà refusé la caractérisation de l'État actuel comme simple ministère de l'Intérieur, mais nous voyons resurgir ce type d'appréciation à chaque nouvel événement international important comme celui qui s'est déroulé à Toronto fin juin-début juillet 2010. La ville a été effectivement mise sous surveillance militaire, mais les altermondialistes radicaux et les insurrectionnalistes oublient que ce sont des mesures conjoncturelles qui disparaissent dès que s'achève l'événement. Cela ne modifie en rien la nature de l'État et révèle simplement que chaque nouveau grand sommet constitue une sorte de *remake* de Seattle. Les dispositifs tactiques mis en place à ces occasions n'ont pas pour but de militariser la société, mais plutôt d'isoler et contrôler les zones propices aux affrontements directs afin d'éviter des bavures policières comme celles de Gênes en 2001. Ces mesures sont d'ailleurs prétexte à des discussions de plus en plus ritualisées entre experts patronaux, du FMI ou de l'OMC d'un côté et experts syndicaux ou d'associations comme *Attac* de l'autre ; et à des confrontations entre bandes : bandes policières contre bandes *Black Block*, etc. On en a encore des exemples dans l'interprétation qui a été faite du sommet de Toronto. En fait, les insurrectionnalistes sont dans un dilemme qui est d'un côté de se vouloir dans la sécession et de l'autre de coller aux basques des grandes messes de la mondialisation, en y répondant par des sortes de *happenings* qu'ils essaient de politiser par l'appel à la constitution de « villages autogérés » et à la propagande par le fait. Mais alors que l'installation de ces « villages » est souvent négociée préalablement avec les autorités préfectorales, régionales, voire fédérales comme à Toronto, tout est fait de la part du pouvoir pour que règne une atmosphère de guerre qui joue sur les nerfs des manifestants et incite aux incidents partiels vites circonscrits, au milieu d'une population locale globalement indifférente ou, pire, hostile à tout débordement. La police ne refera plus l'erreur qui l'amena, à Québec, à gazer indistinctement tout ce qui bougeait, y compris les habitants de la vieille ville, provoquant en retour des phénomènes de sympathie pour les émeutiers. Désormais, les contre-sommets et leurs dérivés, comme le dernier *No Border* à Bruxelles en 2010, permettent finalement de tester des techniques dites contre-insurrectionnelles en l'absence de tout risque insurrectionnel. Ce que vaudraient ces techniques en cas d'insurrections effectives, avec ce qu'elles impliquent de créativité et de multiplication des foyers de révolte, c'est une autre histoire. L'État ne peut pas tout prévoir et c'est fort heureux. En tout cas, dans des centres-villes transformés en nasse comme à Toronto, les poignées d'individus et de cercles radicaux se retrouvent littéralement hors-sol.

Toutefois, l'erreur d'analyse des insurrectionnalistes ne signifie pas que l'insurrectionnalisme n'est qu'une idée en l'air ou le fruit du délire d'un petit milieu radical ghettoïse ou sectarisé. En effet, il y a bien un lien entre le développement du mouvement anti-mondialisation²¹ et le retour de l'insurrectionnisme dans la mesure où nombre de militants insurrectionnistes de la première heure ont d'abord été actifs lors de contre-sommets²² (participation à des actions *Black Block*, à des camps *No Border*, etc.) et même parfois, en Belgique par exemple, ont participé aux oppositions radicales aux OGM, souvent sur des positions assez proches de celles de *l'Encyclopédie des nuisances*. Ces luttes participent bien d'une conquête « d'espaces pour vivre » qui permettent la « fermentation d'une conflictualité sociales²³ », mais cela nécessite-t-il de voir dans toute « pacification militarisée » des espaces (interdiction ponctuelle d'attroupement dans quatre communes bruxelloises) le signe de la présence d'une « poudrière sociale » et « d'émeutes récurrentes » ?

On ne sait plus alors s'il s'agit d'une insurrection qui est déjà là ou si c'est la contre-insurrection qui la devance...

LIMITES PRATIQUES ET ORGANISATIONNELLES DE L'INSURRECTIONNALISME

L'apologie immédiatiste de la violence remplace le sujet révolutionnaire

Quand les insurrectionnalistes parlent de « guerre sociale » (ce n'est d'ailleurs pas le cas de *Tiqqun* qui utilise plutôt le terme de guerre civile), ils semblent ignorer toute une partie des critiques les plus avancées des années 1960-1970. Le concept de « guerre sociale » relève de l'époque où les révolutionnaires d'antan (*cf.* Marx) critiquaient le caractère limité des révolutions politiques, type révolution française, pour leur opposer la nécessité de révolutionner les rapports sociaux sur la base d'une industrialisation du monde impliquant la lutte entre deux grandes classes progressistes, mais cependant antagoniques. Entre-temps, l'industrialisation a peut-être permis des progrès d'un côté, mais elle a aussi saccagé le monde de l'autre. L'État politique libéral et centré sur ses fonctions régaliennes est devenu État social au cours du XX^e siècle. L'État dans sa forme contemporaine a commencé à englober ce qu'Hegel, puis Marx concevaient comme société civile à partir de la mise en place de l'État-providence. En effet, on a aujourd'hui de plus en plus de mal à entrevoir ce qui reste comme place pour que se réalise « La Sociale » comme on disait alors. En réalité, la perspective révolutionnaire prolétarienne de « La Sociale » s'est transformée en une revendication populaire pour toujours plus de social. Concrètement, cela revient actuellement à demander plus d'État : c'est l'État qui aujourd'hui fait du social avec des dispositifs *ad hoc* de remédiation¹ (multiplication des intermédiaires sociaux avec spécialisation de leurs champs d'intervention ; mesures spécifiques et adaptées à chaque catégorie d'individu ou même à chaque individu²). Dans ces conditions, l'État est moins que jamais réductible à un appareil de domination placé au-dessus de la société car il tisse sa toile en réseau dans chaque recoin de ce qui désignait justement auparavant « le social » afin de le distinguer à la fois de l'économie et du politique.

La société du capital est donc très différente de la société bourgeoise dans la mesure où les liens de dépendance et de soumission d'autrefois sont aujourd'hui beaucoup plus des liens d'interdépendance et de coopération. Nous sommes loin de l'époque de la Commune où Bakounine pouvait se permettre d'occuper l'Hôtel de ville de Lyon ! Il n'y a plus de forteresse à prendre ou à assiéger, ni au niveau économique (les anciennes forteresses ouvrières ont été démantelées), ni au niveau politique. On n'en est plus non plus à la grande grève générale des syndicalistes révolutionnaires et autres anarcho-syndicalistes. La question que nous nous posons aujourd'hui, et beaucoup d'autres avec nous, est : d'où peuvent surgir les nouvelles formes de conflictualité dans une société capitalisée qui semble avoir digéré ses anciennes sources d'antagonisme mais qui bute sur des obstacles ou des limites qui ne sont pas directement producteurs de nouvelles sources d'antagonisme (climat, environnement, ressources naturelles épuisables) ? Or, les insurrectionnalistes ne se posent pas explicitement cette question puisqu'ils partent d'un postulat qui fait déjà office de réponse. En effet, ils posent l'existence d'un monde en ruine et rejoignent par là diverses théories catastrophistes³ qui ont cours dans les milieux radicaux hostiles aux technologies nucléaires et génétiques ou dans ceux des tenants de la « décroissance ». Mais comme fondamentalement ce n'est pas un terrain qui les intéresse, ils ne font, le plus souvent, que décliner des banalités ou des clichés. Par exemple, dans *L'insurrection qui vient* on peut trouver : « un présent sans issue », « un état pathologique de la société », la

« décadence » de différentes institutions, des rapports sociaux « qui agonisent », un « quadrillage policier », un « mur invisible ».

On a alors l'impression d'une course de vitesse entre d'un côté la crise finale conçue non pas comme une loi inexorable qui viendrait se vérifier et ouvrir sur la perspective communiste (ça, c'est la perspective du programme prolétarien), mais comme une catastrophe pour l'humain ou pour l'espèce et de l'autre l'insurrection. C'est pourquoi cette dernière doit absolument advenir en dehors de toute temporalité concrète liée aux luttes. C'est une question de vie ou de mort qui ne permet pas de position de repli. L'insurrection devient un nouveau programme qui se contente de rechercher des moyens d'exprimer la conflictualité potentielle sans désigner de nouveaux sujets. Ainsi, les insurrectionnalistes reprennent-ils le schéma tactique de *Tiqqun* qui fait de l'opposition à la police un objectif presque vital car il s'agirait d'un acte fondateur, l'acte politique premier : « L'affrontement avec la police est devenu l'évidence politique de l'époque⁴ ». Ils font une fixation quasi obsessionnelle sur l'opposition à la police, associant confusément guerre sociale et acte de guerre au sens propre, glissement qui n'est pourtant pas si étonnant si on relie cette prose à celle de Carl Schmitt. Là où il y a perspective de guerre sociale, on voit apparaître ce glissement et l'on parle de la « conquête de territoires » et de lieux pris à l'ennemi comme si l'emploi du concept de guerre ne fonctionnait plus simplement comme métaphore des antagonismes, mais reprenait son sens premier de guerre militaire contre un ennemi clairement identifié.

La désignation de la police comme ennemi principal trahit une vision réductrice de ce qu'est l'État aujourd'hui et nous l'avons déjà dit, un manque d'attention aux formes nouvelles de l'État et à son action au quotidien. L'IQV se contente de dénoncer une politique et *des* institutions qui mettent en œuvre des formes de contrôle toujours plus envahissantes (vidéosurveillance ou prélèvements d'ADN). Ces formes sont perçues comme un signe de renforcement du caractère autoritaire et même totalitaire de l'État, interprétation unilatérale qui ne voit pas en quoi elles s'insèrent dans un rapport social d'interdépendance et de participation au contrôle et non pas seulement de domination brute. Ainsi, les agents de sécurité et les rondes de citoyens peuvent assister ou même remplacer une police de proximité jugée insuffisante et par l'État et par les « citoyens ». On en a des exemples dans de nombreux pays et si en France le mouvement est encore peu développé il commence à pointer à travers certaines réactions au moment de la révolte des banlieues de 2005. D'autre part, en tout état de cause, pour une immense majorité d'individus, l'État républicain reste aussi le protecteur des libertés par la Constitution et la loi.

Dans la société capitalisée, presque tous les possibles sont encouragés et autorisés, mais le débordement des normes en place et donc de l'ordre réel ou symbolique implique la « nécessité » d'un contrôle au plus près de toutes les activités. La vidéosurveillance est évidemment concentrée dans les centres-villes, à partir du moment où ceux-ci sont des zones ouvertes et mixtes, mais elle touche aussi les secteurs plus périphériques, voire ghettoïsés, surtout aux nœuds d'interconnexion des réseaux de transport, car l'État doit tout surveiller, entre autres choses pour prévenir les concentrations de « perturbateurs » dans les zones à protéger en priorité, au centre et ailleurs.

À quel point cela est le produit d'une véritable révolution anthropologique nous est bien montré par le rapport des individus, et particulièrement des jeunes, au fichage. Tout cela leur apparaît naturel ou ne pose pas problème car les « nouveaux individus » se sentent peu concernés par l'aspect surveillance des nouvelles technologies, mais s'intéressent surtout à leur aspect pratique de libération des possibles dans le cadre de leur miniaturisation. Ils fonctionnent donc sur le même raisonnement que ceux qui décident des processus de développement de la recherche et de l'intégration des innovations à la dynamique du capital : le procédé technique existe, on peut l'utiliser, on l'utilise et on voit après. Ainsi, dans les manifestations plus ou moins violentes, comme celle, récemment, qui a eu lieu à Londres et qui a conduit au saccage de bureaux, au siège du Parti conservateur, le bris de caméras de surveillance accessibles n'a pas empêché des manifestants de prendre le maximum de photos de « l'événement » grâce aux caméras intégrées aux téléphones portables, qu'ils ont fait circuler presque instantanément, via l'Internet sans fil ! Communiquez, la police fera le reste !

La plupart du temps, les insurrectionnalistes abandonnent ou oublient cette critique pour une apologie opportuniste de pratiques émeutières qui se fixent comme objectif la destruction de tout ce qui représente les institutions et l'ordre social. Ils y voient un combat complémentaire à celui mené contre l'État et ce n'est pas pour rien que la révolte des banlieues les inspire : on y retrouve des attaques contre des écoles, des caillassages de

transports en commun, des attaques de commissariats, de maisons des jeunes, etc. Si ces pratiques traduisent la réalité actuelle d'une crise de reproduction des rapports sociaux, les insurrectionnalistes ne semblent pas réaliser l'écart qu'il peut y avoir entre cette crise de reproduction et des actions qui en restent à ce niveau d'expression. *Tiqqun*, puis l'IQV ont effectivement essayé de réduire cet écart. À partir d'une analyse relativement fouillée de la dynamique du capital, ils ont proposé le blocage des flux et non pas seulement celui de la production, le blocage de lieux multiples et non pas seulement l'usine comme terrain d'affrontement.

C'est intéressant, mais les insurrectionnalistes en restent toujours au niveau des moyens de lutte qu'ils viennent plaquer sur des terrains qu'ils ne connaissent guère. Ni vraiment ouvriers, ni vraiment étudiants, ni issus des « quartiers », là encore, ils semblent comme hors sol ce qui ne peut que les pousser vers l'entre-soi.

L'absence de repérage de sources concrètes de conflictualité, ajoutée au fait qu'ils ignorent couramment les conflits encore liés au travail⁵ et la spécificité des problèmes et des révoltes des banlieues, les amène peu ou prou à prôner l'action volontariste de petits groupes plus ou moins affinitaires qui se rencontreraient sur la base minimale du refus des structures d'oppression et des prédéterminations.

Leur identité de lutte dépasserait toute situation objective⁶ ce qui est assez cohérent avec leur situation personnelle faite souvent d'entre-deux propice à l'hypersubjectivité.

En réalité, vu leur conception réductionniste, les insurrectionnalistes vont avoir le plus grand mal à comprendre comment des actions massives peuvent apparaître, avec des contenus et des formes les plus divers et non prévus au « programme ». On vient d'en avoir un exemple a contrario avec l'interprétation qui a été donnée des événements de Grèce parce que le principal moyen de mesure qu'utilisent les insurrectionnalistes pour les apprécier est le degré de violence qu'elles peuvent atteindre. Dans cette vision, le niveau de violence témoignerait du niveau d'intensité de la révolte en cours alors que, comme on l'a vu pour la Grèce, cette violence est restée plutôt circonscrite, dans un premier temps à un quartier d'Athènes et un autre de Thessalonique (la révolte étudiante), quartiers qui peuvent être considérées comme des zones autonomes temporaires et dans un second temps (la crise financière) à quelques débordements de manifestations pratiqués par les jeunes et des immigrés albanais surtout⁷. Cette position empêche de se poser la question de l'extension de l'émeute et finalement de son passage à l'insurrection. Une extension qui n'est pas que quantitative, mais impliquerait de toucher d'autres catégories de la population, d'autres secteurs de la reproduction comme de la production. Ainsi, en Grèce, le mouvement signifiait une grave crise de reproduction des rapports sociaux et de reproduction du capital sans que cette crise ne s'étende à la production. La forme de la lutte devait d'autant plus prendre celle de l'émeute que la plupart de ses protagonistes ne pouvaient pas faire grève. Le risque est alors double : autonomisation de la forme avec une plus ou moins grande radicalisation de la violence d'un côté ; aspect minoritaire et circonscrit de la lutte qui, alors qu'elle s'attaque effectivement au niveau de la reproduction, s'avère en même temps incapable de remettre en cause les institutions de cette reproduction, ne serait-ce que celle de l'éducation. La même impression prévaut en France quand, dans les dernières luttes étudiantes après 2006, les insurrectionnalistes, tout en participant à divers comités, abandonnent de fait toute contestation interne de l'institution du fait de leur esprit de sécession. Ils ne donnent pas l'impression de remettre en cause tous les rapports dans l'institution et l'institution elle-même puisqu'ils la désertent. À la limite, seules les intéressent les prises de décision de blocage ou d'occupation. Nous sommes ici face à des pratiques très différentes de celles des années 1960-1970. Les universités ne sont plus des lieux de déconstruction du pouvoir, ni même des bases arrière pour autre chose.

C'est le seul niveau de violence qui constituerait l'expression de la radicalité par excellence car il serait irrécupérable par le pouvoir en place, contrairement à une réflexion et des pratiques critiques qui, en dernier ressort, ne feraient que renforcer le « système ».

De cette violence, la plupart font une posture car, pour eux, s'interroger sur la légitimité ou même les formes concrètes prises par celle-ci n'a pas de sens. Elle est une réalité indiscutable, à prendre ou à laisser, en bloc.

On retrouve le même problème et les mêmes simplifications dans l'interprétation des événements qui ont enflammé les banlieues françaises en 2005⁸. En effet, la réflexion qui émergeait était que les actions militantes devaient atteindre un même niveau de violence que celles des jeunes des quartiers, ce qui reviendrait à parler le même langage puisque la communication politique semblait impossible au premier abord.

Cette vision à la fois apologétique et naïve de la violence se retrouve dans le rapport positif à toute pratique émeutière qu'entretiennent les insurrectionnalistes, même lorsque se développent des formes de violence qui viennent parasiter d'autres révoltes ou refus. Cette violence se retourne alors contre des manifestants « dépouillés » à la fin d'une manifestation lycéenne et étudiante ou contre des salariés de services publics dont le maintien et la présence est encore le signe du refus d'une situation à l'américaine ou à la sud-américaine. C'est oublier aussi comment le spectacle de l'affrontement peut rattraper ces actes de violence collective comme le prouve la ritualisation atteinte par ceux-ci lors des contre-sommets.

Pour l'insurrectionnalisme actuel, s'opposer frontalement à la police ou aux institutions, c'est s'opposer concrètement à ce qui entretiendrait la domination au quotidien, que ce soit par la coercition ou par la force brute. Comme on le voit, on met ainsi de côté l'analyse fine des dominations qui pourrait servir à démontrer qu'elles fonctionnent aussi par consentement, comme en témoigne le retour à la mode du concept de « servitude volontaire ». Cela permet aussi d'écarter tout le corpus sur les dispositifs de pouvoir que *Tiqqun* développait par ailleurs, avec des références à Foucault et à une postmodernité définie comme biopolitique⁹. À partir d'un modèle complexe des formes de domination, on arrive à une simplification extrême avec désignation de l'ennemi. Du point de vue théorique on peut y voir un affrontement des références : il s'avère en effet difficile de faire tenir Foucault, Deleuze et Guattari d'un côté avec Schmitt de l'autre. Par ailleurs, cette simplification est bien pratique puisqu'on est censé n'avoir aucun point commun avec cet ennemi ! Il suffirait de « retourner » ce qui est vu comme violence insupportable de la société contre l'individu pour déboucher sur une forme de libération. On ne dépasse donc pas la révolte individuelle, même si elle se juge elle-même collective par agrégation des révoltes individuelles ou particularistes (les identités qu'elles soient uniques ou multiples) contre des ennemis toujours plus nombreux et devenus toujours plus identifiables¹⁰. La volonté de s'opposer systématiquement au contrôle sous sa forme la plus pure, la plus incarnée, c'est-à-dire sous sa forme policière, débouche sur la question de l'utilisation de la violence politique. À ce titre, ce courant s'enferme dans un énoncé contradictoire qui consiste, d'un côté, à affirmer que le niveau de violence est dépendant de l'action de manifestants qui ouvrent la voie dans l'émeute à la forme libre de la contre-violence envers le système et, de l'autre, que le « système » ne saurait être que violence, ce qui sous-entend que c'est constamment ce « système » qui fixe le niveau de violence applicable par lui et tolérable de la part de ses contradicteurs.

Pourtant, si l'on regarde les événements de l'anti-G8 de Gênes en 2001, on a un exemple de l'évolution des rapports de force. Jusque-là, les *Tute bianche* mimaient les actes de violence pour en faire des gestes symboliques qui rompaient avec l'image de la violence des « années de plomb ». Mais à partir du moment où ils ont décidé que cette méthode douce s'appliquerait à un objectif quasi militaire – pénétrer la zone rouge –, ils ont été tellement pris au sérieux qu'ils ont été attaqués violemment par les forces de l'ordre et ont subi une violente répression qui les a laissés exsangues et les a conduits à se dissoudre. Dès l'instant où le pouvoir a senti que le mouvement passait du symbolique à l'effectif, c'est lui qui a décidé du niveau de violence adéquat en exerçant une violence d'État parée de toute sa légitimité politique y compris quand elle tue¹¹.

En tout cas, on constatera que la contamination émeutière de cette journée consistait principalement en une réaction à l'agression policière plutôt qu'en un plan machiavélique du *Black Block*. Se réapproprier la violence, cela était-il censé vouloir dire prendre les armes contre les policiers qui ont tué Carlo Giuliani ? Mais, dans ce cas, quelle finalité politique donner à cet usage des armes¹² ? Sur ce sujet, les groupes de lutte armée ont involontairement, mais concrètement donné à voir qu'il ne suffisait pas de s'armer pour mettre en échec l'État et *a fortiori* l'abattre, comme il ne suffit pas d'éliminer certains de ses acteurs pour faire tomber tout l'édifice. L'État est celui qui décide en dernier ressort du niveau de violence et de répression¹³, du moins tant que le pouvoir est en mesure de maîtriser la situation. C'est ce qu'oublie trop facilement ceux qui restent fascinés par le mouvement de 1977 et par une violence diffuse qui ne sera tolérée finalement que quelques mois avant qu'un nouveau saut dans la répression n'amène ladite violence à se réfugier dans les bras des BR ou de PL¹⁴. Ceux-ci vont alors développer un niveau de violence organisé croissant au fur et à mesure que se profileront le reflux et la défaite du mouvement dans son ensemble. Comment mieux dire que ce niveau était complètement contre-dépendant de celui imposé par l'État ?

La violence exprime-t-elle encore un langage politique ?

Nous dirions que cela dépend du contexte. En 1968, en France, par exemple, ou dans l'Italie des années 1970, une jonction s'est effectivement opérée entre violence étudiante et violence prolétarienne, mais au sein de rapports sociaux qui étaient beaucoup plus violents et exprimaient souvent une véritable haine de classe. Cette haine de classe pouvait venir renforcer, à ce moment-là, une haine générationnelle contre des valeurs rendues archaïques par l'évolution des rapports sociaux. Finalement, il pouvait se dégager des intérêts et des désirs communs au-delà des barrières de classe. Mais, aujourd'hui, au sein d'une société capitalisée qui a largement normalisé son mode de fonctionnement en englobant des conflictualités qui ont perdu de leur caractère antagonique, la violence est élevée au niveau d'un tabou et devient un nouvel interdit majeur qui fait consensus. Elle fait peur parce qu'elle est résiduelle et apparaît sous des formes brutes qui lui enlèvent son sens immédiat... et toute possibilité de convergence avec d'autres forces. Ainsi, la révolte des banlieues est apparue à beaucoup comme inexplicable dans ses formes et ses objectifs, au moins sur le moment. Quand, par exemple, des jeunes souvent en difficulté scolaire attaquent leur propre école, quand ils saccagent leur propre cage d'escalier, quand ils brûlent les voitures de leurs voisins, les personnes « adultes et raisonnables » n'y voient que barbarie ou retournement de l'ancienne haine de classe contre soi. Il y a incompréhension totale, comme on a pu le voir au cours de la lutte contre le projet de CPE en 2006, donc seulement quelques mois plus tard. La situation est très différente de celle qui existait encore au moment du CIP (1994) qui a constitué le dernier moment observable d'une convergence. En effet, malgré parfois quelques apparences de convergence en actes, comme dans les événements d'octobre à Lyon¹⁵, il n'y a eu le plus souvent qu'une sorte de solidarité ou d'empathie qui n'était pas du tout présente en 2006 : le mouvement anti-CPE est resté séparé dans le temps et l'esprit de la révolte de 2005. Ce n'est qu'aujourd'hui, avec le recul et l'idée commune récemment ancrée d'un accroissement des inégalités et des discriminations, que l'expression d'une certaine violence devient plus légitime pour un grand nombre de personnes. Elles y voient un cri de désespoir, certes impropre à changer les choses, puisqu'il s'exprime de façon purement négative, par exemple dans la haine de la police ou aussi dans la prise pour cible des outils traditionnels d'une intégration reconnue en crise (les services publics, l'école tout particulièrement), mais plus compréhensible. Il suffit alors d'un léger déplacement du curseur pour qu'une certaine violence soit comprise comme interne au mouvement même si elle n'en est pas le caractère principal. Ainsi, au cours d'octobre 2010, une violence des jeunes plus dirigée vers les produits de luxe et les riches commerces des centres-villes que contre les écoles ou les transports publics n'a pas rencontré de stigmatisation outrancière parmi la masse des individus en lutte. De même, certaines actions entreprises contre des supermarchés en vue de redistribuer des produits de première nécessité ont reçu un assez bon accueil, au moins de proximité. Tout cela reste encore très moral mais, constitue un terreau fertile pour des remises en cause plus globales que celles initiées par les actions traditionnelles.

La fonction quasi démiurgique de l'émeute

Dans le souci de faire vivre la guerre sociale, le terrain favori des insurrectionnalistes pour forcer l'ennemi à dévoiler sa vraie nature de porteur de la guerre civile est celui de l'émeute. Parler de leur pratique actuelle, c'est pour une bonne part parler de pratique émeutièrre dans laquelle la violence prendrait un excès de sens.

Il y aurait comme un processus reliant la révolte à l'insurrection par le biais de l'émeute qui devient une forme significative de l'insurrectionnalisme.

Le rôle de l'émeute serait multiple :

- elle est le signal de la guerre sociale en cours, remplaçant la guerre de classe par la guerre de rue ;
- elle libère du carcan du contrôle du quotidien ;
- elle permet une rencontre pratique au-delà des places sociales et des lieux assignés.

Il y a quand même assez loin de l'énoncé théorique aux faits. Les insurrectionnalistes ne semblent pas trouver leur place spécifique¹⁶ dans les événements d'octobre 2010, surtout à partir du moment où les lycéens et des étudiants ont massivement « pris la rue ». Prendre la rue, ce n'est d'ailleurs assimilable ni à du blocage ni à de l'émeute. Cela relève plutôt de l'appropriation de l'espace.

— elle démontre que l'on reconnaît « le partisan » au sens de Schmitt dans l'intensité politique produite par la rencontre émeutière.

Celle-ci joue un rôle essentiel pour ce courant car il y aurait une communication situationnelle dans l'émeute. Pour certains, c'est le langage des corps qui transcende les positions individuelles, dans tous les cas, s'investir dans l'émeute relève de la rencontre. C'est une version moderne de la communauté prolétarienne de lutte, en dehors d'une problématique de classe. Elle ne dépasse pas la subjectivité d'individus isolés qui ne voient dans « le système » qu'un dispositif d'inculcation de normes et de contraintes. On retrouve bien ici l'influence foucauldienne, mais sans l'idée de clôture. En effet, si le pouvoir s'efforce de formater les individus, ceux-ci peuvent produire en retour de nouvelles formes de subjectivité¹⁷. Cette vision est parfois énoncée clairement dans des textes anarchistes italiens, qui tendent à assimiler l'effritement de normes, spécifiques à l'époque du fordisme et de l'État-providence, à la disparition de toute médiation, en particulier idéologique, ce qui favoriserait, d'après eux, l'apparition de possibilités insurrectionnelles plus difficilement contrôlables « Avec la disparition des vieux modèles productifs, le démantèlement de la grande industrie, en somme avec le dépassement du modèle fordiste, on peut dire que disparaît également la classe ouvrière européenne. Ce que le capitalisme avait créé en termes de communauté (bien que fictive) avec la révolution industrielle est, entre les années 1970 et 1980, liquidé. Avec la restructuration industrielle disparaît inévitablement la possibilité de la “rencontre prolétaire”, la communauté née de la concentration dans les grandes usines [...] La dialectique entre les classes est morte même si l'antagonisme reste bien vivant. [...] C'est ce vide que nous devons prendre en compte.¹⁸ »

La conscience du risque est pourtant présente quand il est dit aussi qu'il faudrait donc remplacer cette « rencontre prolétaire » devenue impossible en donnant un sens à la révolte et à la rage contre « le fantasme que la rage moderne nous laisse entrevoir : le massacre entre pauvres, l'abattoir ethnique et/ou idéologique (religieux et politique¹⁹ .) »

Mais, plus encore, la justification de l'émeute vient dorénavant du fait qu'elle reprend à son compte la forme prise par la révolte des banlieues en 2005 après s'être inspirée, dans un premier temps, de la seule action des *Black Blocks*. On voit dans le personnage en partie fabriqué de l'émeutier de banlieue une figure exemplaire du dominé qui se révolte et une définition de la conduite du révolté. Une révolte considérée comme d'autant plus légitime que l'émeutier en question subissant au maximum le poids de la domination serait victime d'une discrimination particulière qui le placerait dans une condition différente des autres individus. En fait, il serait le produit d'un retour à la situation de l'Ancien Régime d'avant 1789, quand n'existait pas encore « l'égalité des conditions » théorisée par Tocqueville comme formant le noyau de base des régimes démocratiques. On assisterait donc à la résurgence d'un ancien type d'inégalité, une inégalité de condition ou de « nature » et non de fait, qui désignerait cet individu comme un « perdant » du capitalisme, comme victime, même s'il en a parfaitement intégré les valeurs par ailleurs. Ce sentiment est d'ailleurs assez bien partagé par toute l'extrême gauche dont l'angélisme, quand il n'est pas intéressé et manipulateur, montre à quel point sont ignorées ou occultées les conditions de vie dans ces quartiers et aussi le fait que beaucoup de leurs habitants et de ceux qui y travaillent y luttent quotidiennement loin des clichés.

Ce dernier aspect est en général négligé par des insurrectionnalistes qui font justement de la critique de ces valeurs dominantes la base minimale ou le point de départ de la révolte et de la sécession. Comme, par ailleurs, ils côtoient fort peu, au quotidien, les habitants des banlieues, tous les fantasmes de convergence peuvent être abstraitement cultivés. En effet, les insurrectionnalistes ont plutôt tendance à se regrouper dans d'anciens quartiers populaires assez centraux, mais pour l'instant délaissés par la rénovation urbaine ou dans des villes anciennement ouvrières qui jouxtent directement Paris, comme Montreuil pour la région parisienne. Ils pensent y trouver plus facilement une possibilité de logement peu cher, voire gratuit, puisqu'ils ne peuvent en général bénéficier de HLM et aussi un espace de liberté qui puisse se transformer en un espace oppositionnel. Ils cherchent donc, paradoxalement pour des sans-attaches, une nouvelle territorialité construite de toutes pièces et qu'ils opposent tant bien que mal aux nouvelles territorialités du capital²⁰.

Mais comment faire de ceux qui étaient considérés couramment comme un *lumpenprolétariat*²¹, sorte de rebut de la classe prolétaire à qui le marxisme avait retiré toute valeur révolutionnaire, une nouvelle tête de pont de la lutte contre le capital²² ? Abandonnant une position « victimisante » centrée sur les discriminations qui contredit

d'ailleurs l'apologie des conduites de révolte, certains insurrectionnalistes essaient de développer l'idée de révoltés, qui, comme autrefois le prolétariat, ne subiraient aucun tort particulier mais les concentreraient tous²³, non pas cette fois parce qu'ils symboliseraient tous les aspects de l'exploitation, mais parce qu'ils représenteraient la concrétion de l'utopie du capital qui est de se passer des êtres humains. Les révoltés symboliseraient non pas une condition particulière d'exclus, mais la condition même d'individus superflus... pour le rapport social capitaliste¹¹⁶. Ce qui revient à accepter les termes même de l'idéologie néomalthusienne, telle qu'elle est défendue par les tenants de « l'écologie radicale », par exemple dans le journal *La Décroissance*. Ces individus superflus concentreraient toute la charge négative antisystème, une négativité qui s'exprimerait dans la rage et la destruction même si elle n'a pas de perspective.

Là est tout l'art de la « jonction » voulue par certains et vraisemblablement vécue dans certaines villes telles Grenoble où Toulouse lors des affrontements dans la lutte anti-CPE lorsqu'il y avait une présence combative des « jeunes de banlieue ». Pourtant, cela n'exclut pas le côté fantasmatique de la chose. En effet, les insurrectionnalistes se projettent dans un face-à-face avec la police qu'ils ne sont eux-mêmes pas capables de provoquer ou alors que trop rarement. Trouver enfin un ennemi commun aux révoltés semble leur suffire et ils en déduisent une jonction qui n'existe que dans leur tête. Actuellement, la seule forme réelle de rapprochement a lieu lorsqu'il s'agit de soutenir des individus face à la justice, comme pour les inculpés de Villiers-le-Bel, car les militants ont des ressources de toute sorte dans cette situation, telle la collecte d'argent et l'organisation de campagnes de soutien. Mais alors, ces moyens n'ont rien d'insurrectionnalistes et se rapprochent bien plutôt des habituels comités de soutien aux victimes de bavures policières ou aux emprisonnés pour rébellion même si les « caisses de solidarité » apparues pendant cet automne ne reposent pas sur les mêmes bases que les traditionnels comités de soutien.

Voir dans les événements de Villiers-le-Bel un exemple de retournement d'une société de contrôle, constitue une surestimation de « l'événement » caractéristique du réductionnisme politique que nous avons pointé. En fait, il y a confusion entre un événement au sens fort et un fait divers qui déborde et fait événement par défaut, si l'on peut dire, au sens où s'il n'était pas relayé largement par les médias, il ne sortirait guère de l'anonymat. C'est aussi ce qui fait la différence entre Villiers et la conjonction des révoltes en France en 2005. Avant Villiers-le-Bel, il y a eu de nombreux exemples de révoltes de quartiers ou même d'affrontements armés qui ne posaient absolument pas la question du renversement de la société, et même pas celle de savoir quel type de contrôle est supportable ou non. Comme précédent en territoire français, notons par exemple les tirs contre la police lors des émeutes de 2005 dans la cité de la Grande-Borne, à Grigny, et il n'en aurait pas forcément été différemment en 2005 si la simultanéité et la convergence des révoltes n'avaient donné finalement un surcroît de sens aux divers événements locaux. C'est d'ailleurs cette simultanéité qui a fait dire à certains qu'il y avait sûrement un chef d'orchestre derrière tout ça.

Certains parlent, à l'occasion du procès de Villiers, d'une « occupation militaire » du territoire²⁴, mais comme cela est déjà arrivé dans d'autres contextes d'émeutes en Europe au cours des dernières décennies, ces « occupations » ne sont qu'éphémères et ne visent qu'à geler les situations explosives. Il ne s'agit pas encore de les éradiquer. Nous n'en sommes pas à l'utilisation des procédures mise au point lors des opérations extérieures qu'a menées la France, par exemple en Bosnie, où le maintien de l'ordre nécessite le passage d'une opération de police à une occupation de type militaire de long terme. Ce qui montre d'ailleurs que les États-nations, pour être en crise, n'en existent pas moins encore et que la gestion policière est différenciée, selon qu'elle s'applique à l'intérieur des frontières ou à l'extérieur. Cela n'enlève rien au fait que les forces de l'ordre sont amenées à expérimenter de nouvelles formes de contrôle lorsque la situation ne rentre pas dans leurs schémas opérationnels. En termes d'occupation militaire, l'exemple de Bologne en mars 1977 est particulièrement parlant. Car après avoir cru avoir conquis la ville contre les forces de répression traditionnelles, au cours d'affrontements qui mettaient en jeu l'usage des armes, les émeutiers se retrouvèrent le lendemain face à une réponse d'un autre calibre que celui du « P38 ». L'intervention de l'armée et des chars eut pour conséquence de geler immédiatement la situation. Bien sûr, la ville fut pendant un moment une sorte de « commune » comme le théorise l'IQV, mais la question de faire vivre et fonctionner des lieux dépasse de loin la seule mise en échec des forces de l'ordre conventionnelles.

Cette question va se reposer pour ce courant, à un niveau plus restreint, lors du mouvement contre le CPE. Tout en prenant encore appui sur une conception guerrière en utilisant des termes de territoire « à défendre » où à « conquérir », l'insurrectionnalisme envisage la nécessité d'une coïncidence « entre vivre et lutter ». Cette idée est véritablement développée dans le livre *Les mouvements sont faits pour mourir*²⁵ qui, en faisant le bilan du CPE, envisage la nécessité de constituer une auto-organisation permanente avec extension des communautés de lutte au-delà des mouvements sociaux et, c'est à souligner, au-delà des affrontements avec les forces de l'ordre. La proposition est complétée par une prise de distance avec l'alternativisme vu comme un aménagement du capitalisme à laquelle on oppose la constitution de communautés de lutte : « L'intérimaire qui passe de mission en mission, mis à disposition de ses employeurs, réduit à une simple variable d'ajustement de main-d'œuvre. Le cadre qui ramène sa journée de travail à la maison... L'étudiant qui s'inscrit pour une année supplémentaire, comme on traîne des pieds pour gagner un an sur l'inéluctable avenir salarié... Ce qui fait défaut, ce sont les communautés d'expérience susceptibles de cristalliser, de se recomposer politiquement en communautés de lutte (sur le mode des sociétés secrètes ouvrières, par l'organisation syndicale à la base, la constitution de caisses de solidarité ou de groupes de sabotage). »

Malheureusement, pour ce qui est de prolonger un mouvement, cela ressemble à un vœu pieux car ce sont les nécessités de la lutte qui créent les conditions de l'organisation et non des positions et interventions activistes. En effet, une fois les motifs limités de la lutte disparus (par exemple le projet de CPE), qu'est-ce qui justifierait la poursuite d'un blocage de l'université par exemple ? Rien, puisque nous avons vu justement que pour eux l'université n'est pas un terrain de lutte en lui-même, mais un lieu d'intervention quand il s'y passe quelque chose d'exceptionnel. Rien donc, hormis un volontarisme politique qui ne peut plus s'appuyer justement sur les conditions ayant conduit au déclenchement de la lutte. Le désir de dépasser une problématique en termes de conditions objectives conduit à faire des conditions subjectives le nerf de la guerre. Ces conditions subjectives ne sont pas évaluées en fonction du niveau de lutte réel et collectif, mais en fonction d'une volonté de poursuivre l'action qui est censée échapper aux aléas d'une situation mouvante et, finalement ainsi, de la dominer. Les individus qui s'entêtent pensent que, par la puissance seule de leur action, ils planent au-dessus de la triste réalité, alors qu'ils en sont réduits à radicaliser non pas un mouvement, mais une fin de mouvement. D'ailleurs, plus l'intensité de la lutte faiblit de manière manifeste, plus la radicalisation doit être forte pour compenser. On est alors dans la logique des groupes armés italiens de type seconde génération (*Prima Linea et Brigate Rosse* après Moro). C'est ce que fait remarquer A. Dréan (*op. cit.*), en parlant du groupe de lutte armée *Azione Rivoluzionaria* composé d'anciens communistes radicaux et d'anciens anarchistes, un groupe qui semble avoir fortement influencé Bonanno : « L'action est directe. Quelles qu'en soient les conditions objectives, les conséquences subjectives sont fondamentales. L'action directe rend les individus conscients d'eux-mêmes en tant qu'individus qui peuvent transformer leur destin et reprendre le contrôle de leur propre vie²⁶ ». Comme on peut le remarquer avec la pratique émeutière comme marqueur de la guerre sociale, la guerre de classe n'est plus la racine de l'insurrection même quand elle perdure dans l'énonciation comme chez Bonanno et des cercles qui s'en réclament.

Cette guerre de classe, dans le cadre du programme prolétarien, ne passait déjà plus par l'insurrectionnisme²⁷ qui avait subi de sévères défaites et la répression comme en Espagne en 1873²⁸, mais par une forme particulière, celle de la grève générale insurrectionnelle. Cette nouvelle forme était censée tirer les leçons des limites de l'insurrectionnisme passé et principalement admettre que les anarchistes ne pouvaient continuer à agir comme s'ils étaient une simple mèche de l'incendie social et de l'insurrection, comme si les ouvriers ou les paysans étaient toujours prêts à se soulever. L'Espagne des années 1920 et 1930 en a produit quelques exemples, avec aussi, parallèlement, des actions qui pourraient être taxées d'insurrectionnistes comme celles menées par les cercles autour d'Ascaso et Durutti.

L'insurrectionnalisme actuel ne se réfère pas précisément à cette période et à cette perspective et encore moins à la perspective soixante-huitarde d'une grève générale de type autogestionnaire. Il prend acte de la rupture du fil historique²⁹ et du déclin sans précédent du mouvement ouvrier et même de la forme classiste de la guerre sociale sur le modèle de la grève insurrectionnelle (modèle encore en vigueur à la CNT-VIGNOLES). « Ce que nous devons comprendre, c'est que la nouvelle saison qui s'ouvre devant nous n'est pas, et ne peut plus être, la reformulation du passé de la guerre entre deux classes. Au moins en Occident. Trop de choses ont changé, les

mécanismes et les dynamiques sociales sont aujourd'hui profondément différentes de celles du XIX^e siècle. Et tout comme la réalité est différente, l'intervention révolutionnaire doit le devenir à son tour³⁰ ». Ce fil historique serait remplacé par une « traînée de poudre, ce qui à chaque événement ne s'est pas laissé mettre au pas de la temporalité absurde du retrait d'une loi » et « une insurrection n'est pas comme l'extension d'une peste³¹ ou d'un feu de forêt – un processus linéaire qui s'étendrait de proche en proche à partir d'une étincelle initiale. C'est plutôt quelque chose qui prend corps comme une musique³² ».

Toutefois, là encore, la diversité et l'éclectisme de l'insurrectionnalisme vient complexifier la question. Ainsi, si certains partent de la rupture du fil historique (les plus classistes en vérité), d'autres ont des références qu'on pourrait taxer de postmodernes (Foucault, Deleuze, Agamben) et développent des critiques de la totalité et du sujet³³ au profit du multiple, des micro-conflictualités, une aversion pour la société de consommation (alors que dans la tradition révolutionnaire il ne venait à personne l'idée de dénoncer une surconsommation ouvrière ou populaire), une indulgence particulière pour les micro-nationalismes (basque, palestinien, maya, etc.) et, finalement, une attirance pour toutes les tartes à la crème du politiquement correct militant (antifascisme, antipécisme, confusion entre goûts sexuels ou pratique politique, genrisme à la mode anglo-saxonne).

La plèbe comme sujet révolutionnaire dans l'émeute

À la place d'un insurrectionnisme de classe, on aurait affaire à une insurrection émeutière de ceux qui se révoltent parce qu'ils sont dans un entre-deux, ni totalement pris par le salariat, ni totalement rejetés aux marges de la société, comme, par exemple, lors des émeutes grecques de 2008 ou chez les employés précarisés. Ils refuseraient en bloc un « système » qu'ils jugent extérieur à eux, même s'ils y sont inclus³⁴. En cela, ils réfutent, d'ailleurs très justement, la vision de certains sociologues parlant d'une nouvelle frontière de classe et d'une guerre larvée qui opposerait inclus (les salariés du monde du travail) et exclus (les nouvelles classes dangereuses), mais, s'ils la refusent, ce n'est pas vraiment parce qu'ils la trouvent fautive, mais plutôt parce qu'elle leur paraît dictée par le « système ». On en trouve une illustration dans leur rapport à la presse. Celle-ci n'est pas vue comme un média traversé par ses contradictions (objectivité des faits rapportés, rapports au pouvoir et à l'argent), mais comme une entité en position de pouvoir ou au service du pouvoir. Ils peuvent alors opposer « leur » presse à la presse de la société. Mais cette position repose plus sur une situation objective de dominés que sur une position politique. On le voit bien quand les insurrectionnalistes laissent à voir qu'ils ne sont pas que des dominés et donc qu'ils peuvent avoir accès à cette presse officielle (*Le Monde*, *Libération*) comme dans le cas des inculpés de Tarnac³⁵.

Parler en termes binaires est devenue la méthode des insurrectionnalistes. Elle permet de recycler les auteurs classiques de la déconstruction de la dialectique (Deleuze et Guattari) et de la guerre civile (Schmitt) qui désigne les ennemis.

Plus concrètement, parler en termes d'extériorité et d'intériorité au « système » ouvrirait vers un processus de subjectivisation politique. Et c'est parce qu'ils ne comprennent ce « système » que comme un monde auquel ils sont extérieurs que l'émeute leur apparaît comme un coup de baguette magique pouvant changer le monde ou du moins anéantir l'ancien. Il suffirait d'occuper des lieux pour se les approprier comme s'ils ne participaient pas eux-mêmes à leur reproduction fonctionnelle en période normale. Pour faire simple même si c'est un peu limite, on peut dire que cette appréhension des choses conduirait par exemple à ce que bloquer les trains s'accompagne de ne jamais ni prendre le train ni venir chercher quelqu'un à la gare !

Nous venons de souligner que le courant insurrectionnaliste rompt, en grande partie, avec les notions classistes traditionnelles et si c'est parfois pour laisser percer des tendances que l'on pourrait rattacher historiquement à l'anarchisme individualiste, c'est aussi pour faire resurgir l'idée de plèbe³⁶. L'origine de ce retour est dans *Tiqqun, II* : « Il reste toujours une plèbe à pacifier » (p. 17), mais le terme va faire école. Ainsi, le journal *Rebetiko* se veut-il un « chant de la plèbe » tandis que *Tiqqun* se réfère à cette citation de Hegel : « Il y a de la plèbe dans toutes les classes ». Sur la plèbe, ils semblent surtout redevables à Foucault³⁷ qui présente ce que sont des subjectivités qui ne rentrent pas dans le cadre de la politique officielle. Dans ces conditions, « il y a de la

Plèbe » en chacun, et de différentes manières, dans des actes qui sont autant « de lignes de fuites »³⁸. La guerre de basse intensité en cours serait destinée à la répression de cette plèbe. D'ailleurs, certains notent qu'une guerre est « menée chaque jour contre nous, et avec nous ; au travail, à l'université, aux Assedic, aux policiers, aux contrôleurs, aux *managers* ; dans les espaces quadrillés et pacifiés de la métropole, dans les banlieues et dans les centres-villes »³⁹.

Il nous faut ici souligner ce qui est une régression théorique par rapport à *Tiqqun*. Pour cette revue, l'Empire existe comme tissu biopolitique et ensemble de dispositifs comme s'il n'y avait plus d'en-dehors. Nous serions dans un monde, pour la première fois, « entièrement produit » (p. 146, *Tiqqun*, II) ? Nous ne pouvons qu'être d'accord avec cette dernière assertion qui correspond à notre théorisation de la « société capitalisée », mais alors on ne comprend pas comment il pourrait y avoir sécession. C'est bien beau de parler en termes de « biopouvoir » et de « vie nue », mais alors sur quoi s'appuyer pour trouver la sortie ?

Pour nous, cette expression de la guerre qui traverserait l'individu et cette opposition au contrôle en général traduisent une compréhension brute de la domination réelle du capital. En effet, la domination réelle du capital veut opérer directement sur la façon d'être de l'individu démocratique plutôt que d'exercer une violence de classe qui n'a plus lieu d'être en l'absence de son sujet. Les individus se trouvent en prise plus directe avec une injonction à la conformité à la société capitalisée et cela fait émerger un discours et des pratiques de rejet global de la part des « insoumis » et autres insurrectionnistes. Mais ces comportements restent isolés parce que des médiations de cogestion, d'assistance ou associatives continuent de fonctionner et de produire leurs effets. Ce qui est pris comme la disparition des médiations traditionnelles ne correspond qu'à une crise des anciennes médiations, à leur mutation ou à leur remplacement par de nouvelles et non pas à une absence totale de médiations. Là où nous pouvons être d'accord avec les insurrectionnalistes, c'est que ces nouvelles médiations n'en sont pas vraiment ; pour *Tiqqun*, ce ne sont que des dispositifs visant à solutionner des situations désignées comme problèmes, pour nous, ce sont plutôt des remédiations comme nous les avons nommées à la note 94. C'est aussi cette croyance en une domination brute, mise à nue en quelque sorte si on suit Agamben qui conduit les insurrectionnalistes à une fixation sur les forces de police et à l'organisation de sa surveillance. L'action courante de la police est inventoriée sur des sites⁴⁰ comme dans les journaux d'agitation. Le plus souvent, la recension de cette activité policière prend une forme quantitative : il s'agit d'énumérer les actions des insurrectionnalistes comme les interventions et bavures des policiers, ce qui produit un curieux effet puisqu'on a l'impression que les face-à-face ne s'annulent pas, mais s'ajoutent comme marqueurs de l'intensité de la guerre sociale. On peut noter qu'un processus similaire est en train d'être mis en place par rapport aux fascistes.

Les insurrectionnalistes veulent ainsi donner l'impression qu'il y a un activisme réel de la plèbe, mais dévoyé par le pouvoir et les médias sous forme de faits divers renvoyant au traitement de la petite délinquance et relevant de la question de la sécurité plus que de la guerre sociale⁴¹.

Mais l'inverse est aussi vrai. Se substituant à l'activisme politique du type « mouvement », les insurrectionnalistes utilisent des faits bruts (tels les deux adolescents morts de Clichy-sous-Bois en 2005) pour démontrer l'existence de la guerre sociale en cours, celle menée par le pouvoir contre la plèbe. Le discours transforme ces faits en événements. C'est là, qu'ils le veuillent ou non, qu'ils se retrouvent en résonance, avec des médias dont le discours est contradictoire : ils doivent faire ressortir des événements du flot de banalités qui circule mais, en même temps, ces événements doivent être banalisés dans le cadre d'une sécurisation des situations de conflits potentiels ou advenus.

Malgré le fait que les illégalismes ne sont plus autant que par le passé issus de l'activité politique et qu'ils ne peuvent pas tous être assignés à une manifestation de la plèbe, les insurrectionnalistes font pourtant comme si c'était le cas, et ils les estiment *a priori* pour leur contenu de rébellion (les « émeutes » de 2005 deviennent exemplaires) sans tenir compte des autres forces qui agissent sur le terrain (guerres entre bandes, trafics en tout genre, « grands frères », médiateurs, maisons des jeunes, missions locales, écoles et différents services publics et de transport qui n'ont encore pas disparu). Malheureusement, la criminalité n'a que rarement à voir avec la rébellion, mais plutôt avec une glorification de la bande qui fait office de « milieu » en recherche de pouvoir et d'argent⁴².

Cette fascination pour les formes de décomposition de ce qu'on pourrait appeler, par facilité, les nouvelles « classes dangereuses » des banlieues est évidente dans l'IQV pour qui le modèle de regroupement le plus adapté à notre époque est celui de la bande. Cette fascination pour la décomposition des rapports sociaux ne provient pas d'une sourde attirance que des jeunes entretiendraient dans l'espoir de s'encanailler⁴³ (nous ne sommes plus dans les années 1960-1970), mais de leur conception générale de la société qu'ils voient comme décomposée. Ils font preuve du même esprit réducteur que les médias qui ne voient dans les banlieues que les émeutes et non un quotidien parmi d'autres, avec ses hauts et ses bas, avec ses luttes souterraines, ses activités informelles créatives et non pas uniquement destructives. Alors qu'ils exaltent souvent en paroles ou par écrit « la vie », ils la dénie au « peuple » (le mal, un ensemble de « fachos » et de « réacs ») qu'ils condamnent à la « survie » et seuls les actes de la « plèbe » (le bien, un ensemble de jeunes non « gaulois » de préférence) sont alors dignes de cette « vie ». Cette vision ne tient que parce que là encore elle affirme son côté binaire : d'un côté la minorité des révoltés réels ou potentiels, de l'autre la majorité des soumis.

Dans ces émeutes de banlieue, comme dans les fins de manifestations étudiantes ou autres, la bande aurait prouvé son efficacité dans la résistance à la police et serait marquée par des possibilités d'opposition totale à une société conçue comme un bloc qui fait face et auquel on fait face⁴⁴. « Des bandes de banlieue qui rendraient tout le monde jaloux de leur solidarité » ou encore « Ces bandes qui fuient le travail, prennent le nom de leur quartier et affrontent la police sont les cauchemars du bon citoyen individualisé à la française : ils incarnent tout ce à quoi il a renoncé, toute la joie possible et à laquelle il n'accédera jamais » et enfin : « le Français ne peut s'empêcher d'envier ces quartiers dit de relégation où persiste encore un peu de vie commune, quelques liens entre les êtres, quelques solidarités non étatiques, une économie informelle, une organisation qui ne s'est pas encore détachée de ceux qui s'organisent », peut-on lire dans L' IQV.

Pourtant, revendiquer une forme clanique comme résistance à la catastrophe en cours, c'est s'inscrire dans la « balkanisation » et la barbarisation des rapports sociaux propres à notre époque : on s'affronte entre bandes pour des questions de reconnaissance symbolique (son quartier contre les autres, la prise de risque qui met en vedette les « meilleurs » du groupe, etc.) ou pour le peu de dignité qui reste à sauver ou à reconquérir.

L’AFFIRMATION D’UN SAVOIR-ÊTRE RÉVOLUTIONNAIRE

L’entre soi d’une subjectivité qui se croit libre

Il y a une double méprise dans l’apologie de la bande. Tout d’abord, le groupe affinitaire de tradition anarchiste n’a que peu de points communs avec la bande au sens traditionnel. Le groupe affinitaire se veut antihierarchique et précurseur de nouveaux rapports et s’il cherche à regrouper des semblables, il n’est pas *a priori* fermé, alors que la bande est hiérarchisée et totalement ou partiellement fermée. Ensuite et cela découle du premier point, il est absolument impensable ou alors complètement illusoire d’appréhender la lutte en bandes comme insurrectionniste au cours de l’émeute avec ce qu’elle contient de fermeture et de logique interne et, en même temps, d’y voir la possibilité d’intenses rencontres aléatoires. On ne peut faire tenir ensemble la bande définie par l’identité de semblables et la reconnaissance avec une pratique émeutière définie comme ouverture à tout un chacun.

Sur ce faux modèle pourtant, dans les milieux militants, l’entre-soi est devenu courant avec le reflux des luttes et le développement des particularismes et on ne peut que constater qu’il joue aussi chez les insurrectionnalistes. Bien sûr, on s’attache encore à valoriser le groupe affinitaire comme solution à tous les problèmes pratiques du manifestant. Ce serait là une forme positive de bande, mais sans en voir les limites. Voilà comment est défini cet « affinitaire » : « Avoir une affinité avec des camarades signifie les connaître, avoir approfondi la connaissance que l’on a d’eux. Au fur et à mesure que cette connaissance se développe l’affinité peut augmenter au point de rendre possible une action commune¹. » L’affinitaire comme pédagogie en quelque sorte ! À l’encontre de cette démarche, nous affirmons qu’il y a bien un dedans et un dehors de la bande, même lorsqu’elle prend la forme du cercle politique « affinitaire », et il est clair que cela peut légitimer toutes les exclusions. La bande c’est aussi cela, une forme particulièrement aiguë de mise en conformité des participants qui cloisonne les rapports².

Un volontarisme politique et éthique³ censé produire un état d’insoumission permanente

On retrouve dans les textes de ce courant une dérive propre à cet entre-soi qui survalorise un positionnement subjectiviste, effaçant toutes les limites sociales et pratiques. Ainsi, d’un tract qui titre « ils veulent la guerre » et qui répond en dessous « ils l’auront » comme une réponse à la répression menée par le Service Anti-Terroriste de la brigade criminelle (SDAT). Mais, objectivement, quelles sont les possibilités de mener la guerre à un corps de police ? De quelle position pense-t-on pouvoir agir pour effectivement faire la guerre ? On a plutôt l’impression d’être en présence d’une guerre privée et non plus d’une guerre sociale. Ce qui n’est pas reconnu dans cette position, c’est que la fin de la dialectique des classes et de leur antagonisme rend impossible l’idée même de guerre sociale. Pour faire la guerre il faut au moins être deux. La théorie marxiste du prolétariat est justement celle qui a le mieux exprimé cette idée. Faute d’un prolétariat conscient de cette « guerre » dont on cherche en vain la manifestation depuis plus de trente ans, les insurrectionnalistes sont obligés d’opérer une véritable substitution de la bande à la classe à partir d’un « décisionnisme » avant-gardiste que ne renierait pas le Lénine du *Que faire ?*

Ce décisionnisme empêche de prendre en compte le rapport entre conditions objectives et conditions subjectives. Tout devient subjectif au sein d’un discours qui met au centre les modes de vie⁴ et fait du mode de

vie une nouvelle ligne de démarcation qui remplace l'ancienne « ligne de classe » des marxistes-léninistes ou maoïstes. Si dans certains pays pauvres ou même émergents ces modes de vie prennent un sens parce que les rapports sociaux dominants n'y sont déjà plus reproduits (favelas du Brésil et plus généralement d'Amérique du sud ou centrale) ou parce que le capital cherche à détruire les derniers réduits des anciennes communautés pré-capitalistes (communautés du Chiapas), dans les pays centres du capital la crise n'a pas atteint un tel degré que ces rapports ne puissent être reproduits. Les nouveaux modes de vie ne sont donc pas (encore du moins) des formes d'expérimentation mais des formes de survie subies. Or, les militants du mode de vie en font un choix politique comme si tout le monde pouvait à tout moment choisir. C'est reprendre, mais en le détournant de son sens originel et de son usage courant, toute l'idéologie libérale du libre choix qui ferait que si l'on veut, on peut « gagner plus en travaillant plus », ne pas céder à la « préférence française pour le chômage », être un « gagnateur », etc.

Le lien entre révolte, lutte, subversion, n'est pas appréhendé comme un processus complexe, mais comme quelque chose qui va de soi, comme une évidence⁵. En conséquence, il n'y aurait pas de limite autre que celles de nos propres limites. On retrouve là une des « évidences » de la bande qui est que pour elle, il n'y a pas de limite objective à sa propre puissance. On peut être contre tout puisqu'on pense ne participer à rien d'autre qu'à sa bande. C'est une résurgence des « en-dehors » de 1900, mais sur une base purement idéologique cette fois. Nous ne pouvons résister à citer ce passage d'un tract issu de *Non Fides* et repris par d'autres anarchistes, dans le quatre pages *Les mauvais jours finiront*, en novembre 2010 : « Mouvementisme et éternel recommencement », pendant les événements d'octobre 2010 : « Des groupes affinitaires de quelques personnes qui se connaissent et ont su développer une affinité et une connaissance mutuelle aiguisée à travers des pratiques et des perspectives communes ont souvent été bien plus efficaces que des masses informes de gibier à flics. Nous parlons là de porter des coups, de jour comme de nuit, efficaces, reproductibles et précis, pas symboliques. Nous parlons de dégâts réels, nous parlons de contribuer à la guerre sociale dans laquelle nous n'admettons aucune trêve, récupération ou amnistie.⁶ » Mais une fois avancé ce qui représente une quintessence du délire insurrectionnaliste (avec le mépris en prime), les auteurs du tract font un pas de côté, pour ne pas dire en arrière : « On l'a vu aussi, ces groupes ne peuvent pas non plus tout faire basculer tous seuls, parce que les mécanismes de la domination ne se brisent pas à coups de marteaux dans des vitres ou de molotovs dans des flics, mais aussi dans l'expérimentation d'une autre vie dans la lutte, et la subversion quotidienne des rapports inter-individuels. L'équilibre doit être respecté, mouvement ou pas. » Que cet équilibre ne soit pas tenable, que ce programme n'en soit pas un, que cela ne soit que du collage, la suite et la fin en font foi : « Alors, cessons de faire de la politique, laissons libre cours à notre créativité et engendrons des ruines... Je casse, tu casses, il casse, nous cassons, les mauvais jours finiront. » On comprend ici que des anarchistes, même des plus actifs, puissent crier casse-cou devant ce manque de sens stratégique et politique. Il y a en effet une marge entre la critique des organisations formelles et ce maximalisme immédiatiste, du moins au niveau des mots.

En voyant partout la domination sous la forme emblématique et matricielle de l'État policier, les insurrectionnalistes font œuvre d'une méfiance généralisée et permanente, détectant le moindre écart idéologique que tout un chacun peut avoir incorporé et qu'il se doit d'éradiquer en lui-même. Chacun doit faire sa propre police à l'intérieur de lui-même. Si on veut rigoler un peu, on peut dire qu'ici la plèbe rejoint le « populo » pour qui il a toujours été nécessaire de « se gendарmer ».

Cet état d'alerte quotidien serait la condition d'un état d'insoumission permanente. Mais un état d'insoumission permanente est aussi absurde que celui de révolution permanente, comme l'a fort bien montré Malatesta avec ses critiques de la « pure » morale anarchiste abstraite⁷. Certes, les insurrectionnalistes se moquent des « hommes nouveaux » de la cybernétique, mais ils ressortent du placard, du moins ceux qui s'inscrivent dans la tradition anarchiste italienne, sans même s'en rendre compte, la sinistre figure du révolutionnaire professionnel sous la forme de l'insoumis professionnel, qui ne cède pas aux « tentations » du monde, dans la pure tradition des ascètes des sectes religieuses et des partis politiques « révolutionnaires » d'antan. Ou alors, ils font resurgir la figure traditionnelle du bandit social qui lui aussi vivait dans le partage car son acte initial de révolte ou de vengeance était partagé par une communauté villageoise ou paysanne dont on ne se doutait pas qu'elle puisse être si ouverte, si souriante aux individus un tant soit peu décalés. On a ainsi l'impression que l'insurrectionnalisme se

construit sur l'absence de tout projet révolutionnaire au profit d'un millénarisme d'un nouveau type. En cela, il s'éloigne du modèle de l'insurrection anarchiste défini par Malatesta dès 1913⁸ et dans lequel l'action ne pouvait se détacher d'une fin⁹.

Au mieux, les insurrectionnalistes rejoignent un programmatisme communiste : « Enfants de la métropole, nous faisons ce pari : que c'est à partir du plus profond dépouillement de l'existence que se déploie la possibilité, toujours tue, toujours conjurée, du communisme. En définitive, c'est avec toute une anthropologie politique que nous sommes en guerre¹⁰ ». Quant à la question de l'organisation, ils oscillent entre une idéologie du lien et du combat éthique : « S'organiser, ce n'est pas donner une structure à l'impuissance. C'est avant tout nouer des liens, des liens qui ne sont pas neutres, des liens terriblement orientés. Le degré d'organisation se mesure à l'intensité du partage, matériel et spirituel » (*ibid.*) avec même parfois la reprise d'une opposition quasireligieuse entre l'être (authentique) et l'avoir (inauthentique); et une conception « plate-formiste ». Surtout chez les Italiens où on distingue le niveau de la lutte sociale à la base, non pas dans des syndicats complètement inféodés au capital, mais dans des noyaux de base comme ceux du « Mouvement autonome des cheminots de Turin » ou des « ligues autogérées » contre la construction de la base de missiles de croisière à Comiso, dans les années 80. Ces organisations de base attaquent le capital dans ses structures les plus petites et les plus accessibles, mais ils ne peuvent remplacer l'organisation « anarchiste insurrectionniste » qui, premièrement, donne son appui idéologique et logistique aux comités et, deuxièmement, peut attaquer l'État et le capital au niveau qui permet de les anéantir¹¹. Mais pourquoi ces noyaux de base se réfèrent-ils principalement à l'organisation anarchiste, on n'en saura rien, mais on peut supposer que c'est pour les mêmes raisons que les soviets russes devaient se référer principalement au parti bolchevik !

EN GUISE DE CONCLUSION PROVISOIRE

La plupart du temps, les insurrectionnalistes semblent refuser de se pencher sur leurs présupposés et ce qui en découle dans leur propre pratique. Pourtant, le texte de l'IQV présentait l'intérêt d'être une tentative de transférer les points théoriques développés dans *Tiqqun* en pratiques effectives. Néanmoins, l'aspect programmatique des positions de *Tiqqun* reste non critiqué¹, tout comme les propositions de ne qui apparaissent comme de simples recettes. Ainsi, les blocages des universités ou autres lieux ne sont pas analysés comme découlant du blocage de flux dans le cadre d'une société du capital organisée en réseaux, mais d'une façon plus immédiate comme agitation, occupation ou détournement de lieux, dégagement d'espaces oppositionnels. Les initiatives militantes paraissent alors indépendantes de déterminations objectives, pures subjectivités en acte.

On en revient toujours à la même chose, c'est-à-dire au chaînon manquant qui n'est pas propre à l'insurrectionnalisme, façon *Tiqqun*, puisqu'on le retrouve dans l'anarchisme, à savoir l'absence d'analyse des transformations du capital. Par exemple, pour *Les Indésirables* « il ne reste plus que l'attaque anonyme et généralisée contre les structures de la production, de l'information, du contrôle et de la répression. Ainsi seulement il sera possible de s'opposer au double mouvement du capital, en entravant l'atomisation brutale des individus et en empêchant en même temps la construction de "l'homme nouveau" de la cybernétique, avant que les murs sociaux qui devront l'héberger ne soient achevés ». Ce passage est révélateur à double titre. Tout d'abord le concept d'attaque est au cœur de l'idéologie insurrectionnaliste² et elle ne se fonde pas sur une avant-garde libératrice parce que « le système ne craint pas les actes de sabotage en eux-mêmes, mais leur extension sociale.³ »

Le capital est réduit à une structure même si on a parfois l'impression que les insurrectionnalistes ont fait une critique, au moins implicite, de la notion de « système » et il n'est pas vu non plus comme un rapport social entre les hommes qui exclut toute opposition binaire : eux-nous.

La conception subversive qui en résulte ne peut qu'être réduite elle aussi à la dimension d'un sabotage généralisé contre les « structures » matérielles sans chercher à comprendre pourquoi « les structures » mentales des individus dominés ne suivent pas cette « attaque généralisée » alors que, pourtant, toute la démarche insurrectionnaliste s'auto-justifie sur la base d'une urgence qui devrait pourtant être aussi ressentie par le plus grand nombre.

La « solution » pour certains, c'est de faire resurgir la minorité anarchiste de Bakounine mâtinée de la conscience venant de l'extérieur de Lénine. Écoutons Bonanno : « Au niveau insurrectionnel, c'est-à-dire au niveau du choix des objectifs partiels à isoler et sur lesquels gagner, même en cas d'inertie provisoire de la grande majorité des exploités, la minorité anarchiste est agissante. C'est pourquoi elle doit se doter des instruments minimaux indispensables – organisationnels et pratiques – qui lui permettent de réaliser concrètement ces objectifs partiels, de manière à éviter qu'ils restent du pur domaine des velléités spontanéistes⁴. » Bonanno essaie ainsi de réintégrer la révolte et la rage d'aujourd'hui dans le modèle ancien pour en faire un « anarchisme insurrectionniste » et non pas un insurrectionnalisme aux couleurs de l'anarchie. Ce n'est évidemment pas qu'une question de mots. Il faut doter le rebelle d'un projet car « il serait stupide de croire que tout doit venir du peuple insurgé ». Et « ce projet, ne serait-ce que dans ses méthodes, doit exister avant. Il doit avoir été élaboré avant, même si ce n'est pas dans chaque détail et autant que possible, avoir été expérimenté ».

Il y a peut-être conscience d'un problème, mais sa solution n'est envisagée qu'à travers un modèle organisationnel. On nous parle d'un projet, mais quelles en sont alors les perspectives ? En quoi, par exemple, la critique des technologies du capital débouche-t-elle sur des alternatives ? Pourquoi espérer ou comment faire que la charge destructive des révoltes et la rage négative des émeutes se transforme en création de nouveaux rapports ? Comment espérer en la libération des subjectivités si la plus grande masse des individus est renvoyée à une situation de pure soumission ? Encore une fois, la société est posée comme un à-côté, comme une extériorité au

soi de l'individu ou même comme quelque chose qui n'existe plus⁵. C'est en effet l'illusion produite par ce que nous appelons par antiphrase « la société capitalisée ».

On a l'impression d'une absence d'analyse, de questionnements et de débats sacrifiés à l'activisme et à des proclamations qui donneraient sens à l'ensemble. Bien sûr, il y a des exceptions comme dans le texte *Rupture* (*op. cit.*) mais les contradictions ou incohérences y sont nombreuses : tous les dispositifs de pouvoir s'équivaleraient. On a une sorte d'aplatissement de la critique en résonance avec l'idée que toutes les dominations sont de même nature, qu'on peut les attaquer ou les refuser dans un même mouvement. C'est à la fois la notion de pouvoir et celle de dispositif qui sont mal analysées. Le pouvoir est défini comme rapport (début du texte), ce qui inclut effectivement, et nous sommes d'accord, que nous n'y sommes pas extérieur et que, donc, on ne peut tracer de frontière définitive entre amis et ennemis, entre intérieur et extérieur et qu'il y a interdépendance et réversibilité des positions (cela renvoie au rapport maître/esclave et à la lutte des classes entre travail et capital), mais alors, si la perspective reste dialectique, il devient impossible de parler de sécession ou de désertion, sauf à se condamner à rester infinitésimal en survivant dans les pores de la société. C'est peut-être pour cela qu'à la fin du texte, on est tout étonné de s'apercevoir que le pouvoir est maintenant défini comme relation et non plus comme rapport, ce qui permet effectivement, en théorie du moins, d'envisager la cessation de la relation, la désertion, les lignes de fuite et autres pratiques de rupture.

Quant aux dispositifs, ils sont trop souvent confondus avec des éléments d'une superstructure de domination qui serait devenue première par rapport aux rapports de production. Là encore, c'est ce qui permettrait de s'en détacher puisque finalement tout est question de subjectivité et de désir. Chaque dispositif aurait son « en dehors » et « il ne tiendrait qu'à nous de... ». La critique, juste, de l'existence d'un « Système » ou de « l'Empire » fait disparaître toute composante objective de la domination. Les perspectives n'apparaissent pas alors comme de véritables pratiques alternatives mais comme participant d'une idéologie alternativiste comme il y a des pratiques insurrectionnistes à côté d'une idéologie insurrectionnaliste.

Il s'agit de reconstruire dès maintenant et même dans son coin, tout en restant à l'écoute des événements. Suivant les perspectives, il y a donc des insurrectionnalistes de l'urgence (les anarchistes individualistes) et des insurrectionnalistes de la patience⁶ (les insurrectionnalistes alternativistes). « Nous avons le temps » disait déjà *Tiqqun II*, p. 147, « Une métaphysique critique... »).

La « pauvreté théorique » retracée ici, on la trouvait déjà au sein des groupes de lutte armée des années 1960-1970, à partir du moment où l'entrée dans la clandestinité imposait ses nécessités « techniques » à une analyse de fond qui avait pourtant précédé les grandes luttes italiennes (l'enquête ouvrière à la Fiat, l'analyse des transformations techniques du procès de production menant à une critique de la neutralité de la technique et aux thèses opérâistes). Mais ici, les insurrectionnalistes ne sont pas entrés dans la clandestinité et confondent bien souvent l'anonymat relatif de leurs pseudos et clandestinité. L'IQV nous en fournit un exemple quand elle essaie de concilier les deux en une sorte de semi-clandestinité qui rappelle les mouvementistes italiens des années 1970. D'un côté, il faut affirmer la visibilité de communes puisqu'elles doivent servir d'exemples concrets, mais, de l'autre, il faut « ne pas se rendre visibles, mais tourner à notre avantage l'anonymat où nous avons été relégués et, par la conspiration, l'action nocturne ou cagoulée, en faire une inattaquable position d'attaque » (p. 102). Mais ces deux aspects de l'activité ne sont pas compatibles longtemps. L'exemple de Tarnac le montre suffisamment. Alternative et révolution ne sont pas à opposer, ce que nous répétons d'ailleurs depuis dix ans, mais elles n'ont pas la même temporalité et l'idée de processus ne résout pas tout.

Qu'est-ce qui justifie alors le silence des insurrectionnalistes sur leurs choix tactiques et idéologiques⁷ alors qu'en filigrane, la question de l'insurrection repose à nouveau, mais différemment la question de la révolution ? Est-ce le fait que l'Histoire pèserait d'un trop grand poids après la désolation soviétique et stalinienne et qu'il faudrait en rester à des conduites de résistance associées à des pratiques élémentaires de survie ? On ne peut en tout cas s'en tirer avec une affirmation toute agambienne de « l'insurrection qui vient » et des dires tous vaneigemiens, au tournant de telle ou telle page, qui laissent croire que l'insurrection est déjà là dans tous les actes de vie⁸ ou que l'émeute n'a jamais cessé depuis 2005. Ce genre de thèse (*cf.* p. 8 de l'IQV) reçoit même sa légitimation universitaire quand un anthropologue comme A. Bertho, spécialiste des émeutes urbaines et animateur d'un site sur la question, la soutient aussi. Par la collation et juxtaposition de toutes les émeutes dans

le monde, il en arrive à la conclusion que notre époque est bien plus contestatrice, surtout en ce qui concerne la jeunesse, que la période des années 1960-1970, alors qu'entre mai 1963 et mai 1968, on dénombra 239 émeutes urbaines distinctes aux États-Unis, impliquant au moins 200 000 participants, qui débouchèrent sur 8000 blessés et 190 morts. Pour le seul 4 avril 1968, à la mort de Martin Luther King, des émeutes eurent lieu dans 125 villes disséminées sur 28 États, aboutissant à la mort de 47 personnes (source : Johann Kaspar : *Nous ne revendiquons rien*, Ed. Senonevero, 2010.)

Contestatrice de quoi, on ne le saura pas. Même constatation pour le film sur « Le Temps des émeutes » passé sur Arte qui confond révolte de la jeunesse contre les valeurs bourgeoises encore vivaces, mais désuètes dans ces années 1960-1970, et l'insatisfaction et le ressentiment d'une fraction de la jeunesse dans la société capitalisée des années 2000.

J. Wajnsztejn et C. Gzavier (printemps-automne 2011),

avec les précisions bienvenues de *P. Vener*.

Sur la Grèce, il faut lire Théo Cosme, *Les émeutes en Grèce* (éd. Senonevero, 2009) même si les textes grecs et l'interprétation des événements sont un peu recouverts par la position théorique de la revue *Théorie communiste*.



J. Wajnsztejn et C. Gzavier.
La tentation insurrectionniste
2012

Consulté le 15/08/2019 de la-tentation-insurrectionniste.blogspot.com

Si les tendances insurrectionnistes ne sont pas nouvelles dans l'histoire du mouvement révolutionnaire, notamment anarchiste, elles semblaient d'autant plus avoir disparu qu'elles n'avaient pas vraiment été réactivées par le dernier assaut révolutionnaire de la fin des années 60. Il faudra en fait attendre le milieu des années 70, et tout particulièrement le mouvement des luttes de 1977 en Italie, pour les voir s'épanouir puis être défaites en même temps que tout le mouvement subversif de l'époque. Aujourd'hui, dans une période qui paraît sans perspectives révolutionnaires, elles réapparaissent dans un tout autre contexte alors même que l'idée de révolution semble s'être perdue. Elles prennent donc plusieurs formes, de la plus modérée avec l'« insurrection des consciences » de l'Appel des appels, à des formes plus basiques comme dans certaines actions des indignados espagnols ou des Occupy Wall Street américains, ou encore des formes plus radicales quand elles restent inscrites dans une perspective anti-étatique. C'est sur ces dernières que porte cet ouvrage, parce qu'elles reposent des questions essentielles telles que celle du rapport à la violence et à la légalité, entre perspectives révolutionnaires et pratiques alternatives voire sécessionnistes. Mais en même temps elles n'échappent pas toujours à une pose idéologique « insurrectionnaliste », mélange d'activisme, de triomphalisme et d'absence de questionnement sur ses présupposés. Il s'ensuit des ambiguïtés sur la nature de l'État et une méconnaissance de ce qu'est le capital.